

société d'énergie la plus respectée d'Afrique

La vision de Vivo Energy est de devenir la société d'énergie la plus respectée d'Afrique.

Notre objectif est de créer une entreprise dynamique, axée sur la performance, capable d'offrir des avantages durables à ses clients, ses collaborateurs et aux communautés locales où nous intervenons.

www.vivoenergy.com









HASDRUBAL THALASSA & Spa Hotels

HASDRUBAL THALASSA & Spa Yasmine Hammamet

Zone Touristique Yasmine Hammamet B.P.04 – 8050 Hammamet – Tunisie

Tél.: (216) 72 244 000 – Fax: (216) 72 244 895 E-mail: hammamet@hasdrubal-thalassa.com

www.hasdrubal-thalassa.com

HASDRUBAL THALASSA & Spa Port El Kantaoui

Zone Touristique Port El Kantaoui B.P.56 – 4089 Sousse – Tunisie

Tél.: (216) 73 348 944 – Fax: (216) 73 348 969 E-mail: Kantaoui@hasdrubal-thalassa.com

www.hasdrubal-thalassa.com

HASDRUBAL THALASSA & Spa Djerba

Zone Touristique Midoun B.P. 82 – 4116 Midoun - Djerba - Tunisie Tél.: (216) 75 730 657 – Fax: (216) 75 730 730 E-mail: djerba@hasdrubal-thalassa.com

www.hasdrubal-thalassa.com

HASDRUBAL PRESTIGE THALASSA & Spa Plage Sidi Mehrez

B.P. 120 – 4180 Houmt Souk - Djerba - Tunisie Tél.: (216) 75 759 259 – Fax: (216) 75 759 260 E-mail: Prestige @hasdrubal-thalassa.com www.hasdrubal-prestige.com





La Thalassothérapie des Fleurs vous offre le meilleur de la Méditerranée

DE TUNISIE TELECOM

LE CHOIX N° TUNISIENS

* Etude SIGMA Conseil sur la préférence des clients décembre 2014











Plus rapide, plus efficace

out est urgent, tout est important! La fin du provisoire et du transitoire ouvre pour les Tunisiens les voies de l'espoir, à commencer par celui de rattraper le retard des décisions à prendre. Retard partout décrié. A peine investies, les nouvelles autorités, qu'il s'agisse de l'Assemblée des représentants du peuple, du président de la République, ou du chef du gouvernement, sont confrontées à l'impatience générale. L'ampleur des revendications politiques, économiques et sociales est si grande, si pressante et si généralisée que l'arbitrage entre les priorités devient difficile. La moindre déception se transforme en fronde, frisant le blocage d'un secteur, voire l'embrasement du pays. Les grèves ici et là et les incidents à Dhehiba, Ben Guerdane et Ras Jedir nous le rappellent amèrement.

Elus et dirigeants sont eux-mêmes impatients. Dès qu'ils décident de nouvelles mesures, ils exigent leur mise en œuvre immédiate. Le président de la République vis-à-vis du gouvernement, le chef du gouvernement vis-à-vis de ses ministres et de l'administration, l'Ugtt et l'Utica vis-à-vis du gouvernement et l'Assemblée vis-à-vis de tous! En retour, combien sont ceux capables de demander aux leurs de faire preuve de patience ?

François Mitterrand, qui avait expérimenté des situations difficiles, s'en était doublement armé: «Ma patience, confiaitil, est faite de mille impatiences». Transformer l'attente en force de compréhension, de persévérance et de progression vers un avenir meilleur, en évitant la confrontation, est une vertu majeure, guère facile à cultiver et partager. Elle exige un exercice collectif de dialogue, de sincérité et de transparence. Dire la vérité au peuple sur l'état de la nation, les comptes du budget, les menaces sécuritaires, les difficultés de l'entreprise, la dégradation des services publics, les

abus du droit et l'égoïsme sans mesure des uns et des autres, est un acte fondateur. Rappeler à chacun ses responsabilités et à ses devoirs s'érige en mission de salut public.

Le discours, la parole, la communication sont la base de la communion. Béji Caïd Essebsi doit parler plus souvent aux Tunisiens. Comme le faisait Bourguiba. Mais aussi de Gaulle et tous les présidents américains qui tiennent à ce jour une adresse hebdomadaire à leur nation. Habib Essid, Mohamed Ennaceur, Hassine Abbassi, Ouided Bouchammaoui et les chefs de partis politiques doivent tenir aux Tunisiens le langage de la vérité et de la responsabilité. Le temps de l'action doit s'accompagner par le temps de la parole pour voir la réalité en face. La Tunisie doit continuer à montrer l'exemple en répondant aux aspirations qui ne sauraient être différées. La mise en œuvre de réformes salutaires est douloureuse. Le sacrifice à consentir doit être partagé par tous. C'est ce langage qu'il faut sans cesse tenir aux Tunisiens.

Poussé en première ligne de l'action, le chef du gouvernement est appelé à agir plus rapidement, plus efficacement. A lui d'imprimer à son équipe et à l'administration ce rythme accéléré et efficient qu'attend le pays. Conscient du compte à rebours enclenché pour tenir ses engagements, il n'a d'autre choix qu'une montée en puissance fortement inclinée vers le haut, par paliers successifs de 100 jours, en guise de balises. Un chef de gouvernement ne doit pas plaire, mais gouverner. Pour pouvoir décider vite et bien, trancher, dans l'accomplissement de ses tâches complexes et compliquées, le soutien de tous, dans la patience, lui est indispensable, si nous voulons garantir une réussite collective. Edgar Morin le disait si bien : «Nous devons apprendre la patience dans l'impatience».

T.H.

SOMMAIRE







En couverture

- **26** Réforme du système éducatif : promouvoir l'école de base Par Mansour Moalla
- 28 Béji Caïd Essebsi : La mission ...eT le style
- 32 Le staff présidentiel
- 42 Habib Essid : L'urgent, le stratégique
- 46 Un gouvernement, pour quoi faire ? Par Walid Bel Hadj Amor

Nation

- 48 Défense Sécurité : A cœur vaillant...
- 57 Confessions d'un substitut du procureur de la République
- 61 Impressions persanes, ou comment expliquer la montée en puissance de l'Iran Par Mohamed Ibrahim Hsairi





Société

- 70 Ces merveilleux oiseaux à observer...à protéger
- 89 Hichem Azafzaf: Une vie pour les oiseaux
- 93 Al-Araby TV veut supplanter Al Jazeera
- 98 Tunisie-Hydrothérapie : Une histoire d'eau ...
- 107 Abdelkader Zghal, sociologue des mutations Par Mohamed Kerrou

Economie

110 Expo Milano 2015 : Comment la Tunisie compte séduire

Billet

112 Quand Bourguiba mettait Israël en danger de paix



Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieb

CONSEILLER

Hédi Behi

COLLABORATEURS

- Hélé Béji Anissa Ben Hassine Kalfat Walid Bel Hadj Amor Ahmed Ben Hammouda • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb • Mohamed Larbi Bouguerra
- Faouzia Charfi Mounira Chapoutot Remadi Habib Dalala Rafik Darragi
- Samy Ghorbal Mourad Guellaty Azzedine Guellouz Safya Hachicha
 Mohamed Ali Halouani Mohamed El Aziz Ben Achour Houcine Jaidi
- Mohamed Jaoua Tawfik Jelassi Dr Essedik Jeddi Elyès Jouini Emna Kallel
- Maher Kallel Noureddine Ketari Chedli Klibi Salsabil Klibi Habib Mallakh
- Samir Marrakchi Emna Menif Mansour Moalla
- Ahmed Ounaïes Mehdi Taj Habib Touhami Olfa Youssef
- Riadh Zghal Dr Saadeddine Zmerli Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni (Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz (Designer)

PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz

(Directrice Marketing)

Imen Channoufi

Asma Achour

Bourane Ennaifer Haiem (Directrice Communication)

Habib Abbassi • Hajer Ayoubi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa

• Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi • Sondes Belloumi

IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences, BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333

 $abonnement@leaders.com.tn \cdot marketing@leaders.com.tn \cdot redaction@leaders.com.tn$

www.leaders.com.tn

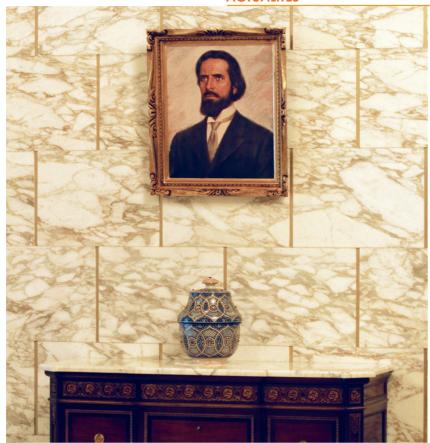


Téléchargez gratuitement l'application









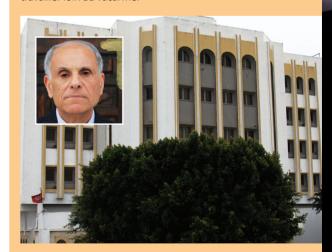
Bourguiba, l'exilé de Borj Le Bœuf, retrouve sa place à Carthage

Changement de décor significatif au palais de Carthage. Un portrait du président Habib Bourguiba peint à partir d'une photo prise lors de son exil à Borj Le Bœuf, dans l'extrême sud du désert tunisien est accroché dans le hall d'honneur. Le «Combattant suprême» affectionnait ce portrait, mais Ben Ali l'avait fait remplacer par un autre le montrant très vieilli. Foued Mebazaa, président de la République intérimaire, a tenu à réparer cette ingratitude. Quelques jours seulement avant de transmettre, le 12 décembre 2011, les pouvoirs à Moncef Marzouki, il avait fait placer un beau portrait de Bourguiba. Et c'est au tour de Béji Caïd Essebsi, en accédant à la Présidence, de choisir ce portrait historique qui accueille désormais les visiteurs du palais, en rappel de la fondation du Néo-Destour le 2 mars 1934 lors du congrès de Ksar Hellal. Quelques mois seulement après ce congrès, Habib Bourguiba était arrêté le 3 septembre 1934 et détenu dans ce camp militaire rudimentaire installé à Bordi Le Bœuf dans le Grand Erg Oriental à 40 km de Remada, où il sera gardé jusqu'au 23 mai 1936. Après l'indépendance, il portera le nom de Bori Bourguiba. Le geste de Caïd Essebsi trouve alors toute sa signification.

Où se sont-ils installés?



Dès le départ, Habib Essid avait décidé de garder au maximum l'architecture générale du gouvernement sortant, pour éviter des chambardements qui engendreraient des délais de redécoupage et la réaffectation des équipes et des locaux. C'est ce qui a permis aux nouveaux ministres et secrétaires d'Etat de démarrer sur les chapeaux de roue. Deux seulement, parmi eux, devaient se trouver des bureaux pour s'v installer: Kamel Jendoubi, ministre auprès du chef du gouvernement chargé des relations avec les instances constitutionnelles et la société civile, a voulu éviter l'encombrement de La Kasbah et son cadre très solennel. Son choix s'est porté sur les bureaux relevant de la présidence du gouvernement, sis au Lac 2. Il s'agit d'un immeuble moderne, facile d'accès et doté d'un parking où Mehdi Jomaa avait installé un groupe de travail chargé d'études stratégiques et de grands projets, et aimait y travailler loin du vacarme.



Quant à Belgacem Sabri, secrétaire d'Etat chargé des Affaires de l'immigration et de l'intégration sociale, il a hérité des anciens locaux de Dar Assabah, tout près de la Cité des Sciences. Restés vides ces derniers temps, ils étaient occupés par le ministère du Développement régional sous Ahmed Néjib Chebbi, puis Abderrazak Zouari (en 2011) et auparavant par les ministres successifs de la Communication.

www.citroen.tn

DS₃



NOUVEAUX PROJECTEURS XENON FULL LED







CRÉATIVE TECHNOLOGIE



AURES AUTO Distributeur Officiel CITROËN

SIÈGE SOCIAL LA CHARGUIA: TÉL.: 71 806 100 / SUCCURSALE LES BERGES DU LAC: TÉL.: 71 960 002 / SUCCURSALE EL MGHIRA: TÉL.: 79 408 429 / SUCCURSALE NABEUL: TÉL.: 72 272 470 SUCCURSALE HAMMAM SOUSSE: TÉL.: 73 371 390 - 73 371 392 / SUCCURSALE SFAX: TÉL.: 74 286 200 - 74 286 087 / AGENCE MNIHLA - SOMAS: TÉL.: 70 527 700 / AGENCE EZZAHRA - LE GARAGE: TÉL.: 71 455 395 AGENCE MANQUBA - UNIVERS AUTO: TÉL.: 71 601 290 / AGENCE BHAR LAZREG - HORIZON CAR: TÉL.: 71 854 850 / AGENCE HAMMAMET - ASH: TÉL.: 72 261 100 / AGENCE MONASTIR - SMA: TÉL.: 73 464 441 - 73 464 442 AGENCE SFAX - CPR AUTO: TÉL.: 74 467 900 / AGENCE GABES - GAMA: TÉL.: 75 295 600 - 75 295 700 / AGENCE DJERBA - SOGEMA: TÉL.: 75 655 050 E-mail: info@ititoen.com.tn



agences à votre service où que vous soyez.

Et maintenant à Ennaser, Teboulba, Ezzahra et Sfax.



QNB à votre services où que vous soyez.

Notre réseau se renforce de 4 nouvelles agences pour en compter 32 sur tout le territoire.

qnb.com.tn



Klee-Macke-Moilliet: inoubliable

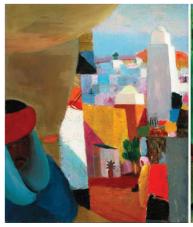
Finissage émouvant, le 14 février dernier, de l'exposition « Klee-Macke-Moilliet – Tunis 2014 », qui avait commencé le 28 novembre 2014 au Musée du Bardo. Commémorant le centenaire du voyage à Tunis de ces trois célèbres artistes, elle a pu montrer pour la première fois en Tunisie des

aquarelles, dessins et peintures. Toute fraîchement nommée ministre de la Culture, Latifa Lakhdhar a célébré cette clôture en présence des ambassadeurs d'Allemagne, de Suisse (coorganisateurs), de Finlande, du Portugal et d'Inde. Elle a rendu un hommage mérité à la directrice de l'Institut Goethe, Christiane

Bohrer, ainsi qu'à la commissaire de l'exposition, l'historienne d'art Anna M. Schafroth et à l'ensemble des équipes du ministère, du Musée du Bardo et des techniciens.

Clou de la cérémonie, un récital musical fort original donné par de jeunes étudiants allemands.







FMI: Christine Lagarde écrit à Habib Essid

Avocate de profession, avant de devenir directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde sait définir les engagements, comme elle vient de l'écrire dans la lettre de félicitations adressée au chef du gouvernement Habib Essid. «Votre nomination intervient à un moment historique pour la Tunisie qui est devenue un modèle de transition pacifique et démocratique tout en poursuivant sa marche déterminée vers la démocratie et le progrès économique et social». commencera-t-elle son courrier. Deux idées-phares ponctueront la phrase suivante: «J'ai la ferme conviction que sous votre mandat, la Tunisie continuera à montrer l'exemple en développant son potentiel économique et répondant aux aspirations économiques et sociales de la population qui ne peuvent plus être différées ».

Viennent alors les engagements du FMI: «A cette occasion, je tiens aussi à vous réitérer notre entière disposition à appuver votre pays à relever les défis économiques et sociaux. Je tiens à vous assurer que les services du FMI continueront à travailler sans relâche pour vous accompagner dans la mise en œuvre des réformes au travers d'appuis financiers, de conseils en matière de politiques économiques et d'assistance technique. Je m'engage également à continuer à appuyer la mise en œuvre de votre programme de réformes économiques et sociales visant à promouvoir la croissance et la création d'emplois durables en Tunisie — y compris à travers la réforme du secteur bancaire et de sensibiliser la communauté internationale à le soutenir». Tout est dit.



Des stars de la presse parisienne chez l'ambassadeur Chihi

Ils étaient une quinzaine de grands journalistes de divers médias français à répondre récemment à l'invitation de l'ambassadeur de Tunisie à Paris, Mohamed Ali Chihi. Parmi les convives, on notait la présence notamment de : David Pujadas (France 2), Laurent Joffrin (Libération), Dominique de Montvalon (JDD), Nicolas Charbonneau (TF1), Mireille Duteil (Le Point), Francis Morel (Les Echos), Etienne Mougeotte (Radio Classique), Francois d'Orcival (Valeurs Actuelles), Laurent Guimier (France Info), Michel Schiffres (L'Opinion), et Christian de Villeneuve (Le Parisien).







Gérez

vos comptes en ligne

www.bnanet.com.tn

BNAnet, un service de banque en ligne interactif, sécurité vos opérations bancaires à distance.



BTMOBILE

La banque qui vous accompagne

OUVERTURE DE LA NOUVELLE AGENCE BT SUR VOTRE MOBILE







C'est un service de banque à distance accessible à partir d'un smartphone ou d'une tablette 7j/7, 24h/24 et qui vous permet de gérer et de suivre vos comptes à distance et où que vous soyez et à des conditions avantageuses. Ce service comprend un espace public destiné à tout le monde et un espace privé destiné aux adhérents.

Télécharger l'application BTMobie à partir de Google Play Company ou App Store

www.bt.com.tn



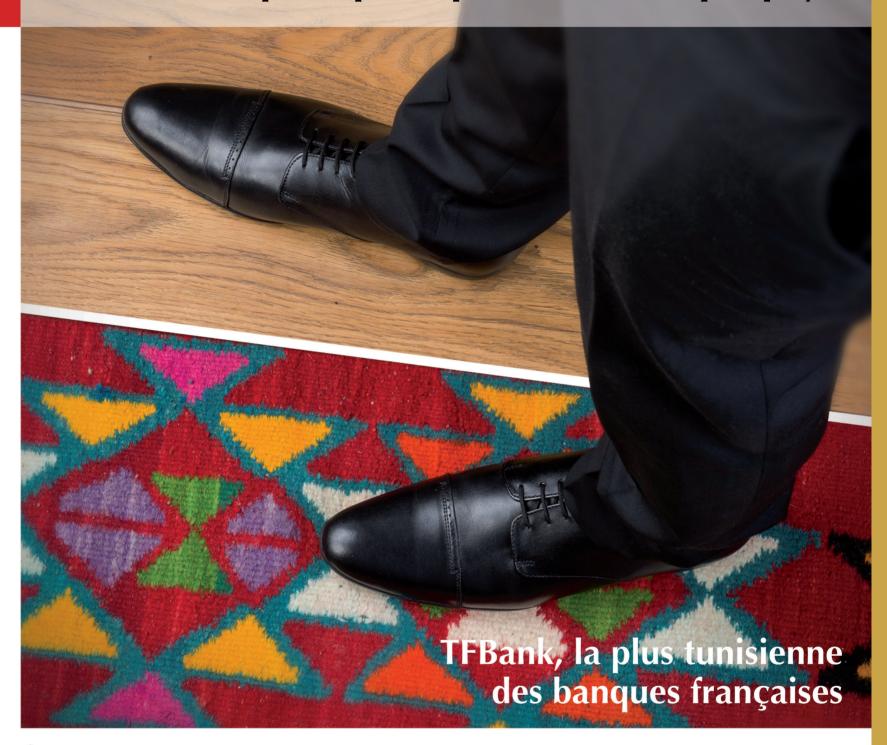
Comment fonctionnera le gouvernement

Le mode opératoire du gouvernement Habib Essid a été convenu dès la première réunion du Conseil des ministres. Les décisions seront préparées lors de Conseils ministériels restreints (CMR), qui se tiendront sous la présidence du chef du gouvernement, deux fois par semaine, les mardis et jeudis, à partir de 16 heures et à raison de deux dossiers au maximum. Point donc de Conseils interministériels qui absorbent tout le temps des ministres et de leurs proches collaborateurs matin et après-midi en cours de semaine et pouvant se prolonger

durant plusieurs heures. Quant au Conseil des ministres, il se réunira tous les quinze jours, le mercredi, à partir de 10h précises. La ponctualité est fixée en ligne de conduite à respecter par tous.

Les visites sur le terrain seront privilégiées, avec si possible un déplacement hebdomadaire dans les régions pour chaque membre du gouvernement. Ces visites peuvent être programmées les vendredis et les mercredis, lorsqu'il n'y a pas de réunion du Conseil des ministres.

Nous avons plus qu'un pied dans chaque pays



SIÈGE SOCIAL: 19, rue des Pyramides - 75001 Paris
Tél. 01 53 45 30 30 - Fax 01 42 60 90 13 - admin@tfbank.fr

AGENCE PARIS-PYRAMIDES: 19, rue des Pyramides - 75001 Paris
Tél. 01 53 45 30 30 - Fax 01 53 45 30 76 - agencedusiege@tfbank.fr

AGENCE PARIS-BELLEVILLE: 26-28, Bd de Belleville - 75020 Paris
Tél. 01 43 66 60 81 - Fax 01 43 66 13 84 - agencedeparis@tfbank.fr

AGENCE PARIS-RÉPUBLIQUE: 31, Av. de la République - 75011 Paris
Tél. 01 82 73 14 60 - agencederepublique@tfbank.fr

AGENCE DE MARSEILLE: 20, Bd d'Athènes - 13001 Marseille
Tél. 04 91 50 71 21 - Fax 04 91 95 63 63 - agencedemarseille@tfbank.fr

AGENCE INTERNATIONALE DE TUNIS: Angle Av. Moh V

Rue 8006 Montplaisir - 1002 Tunis Belvédère
Tél. +216 71 950 100 - Fax +216 71 950 016 - agencedetunis@tfbank.fr







Présidence du gouvernement

Taieb YoussefiDirecteur de cabinet du chef du gouvernement (avec rang de ministre)



Il connaît bien La Kasbah depuis plus de 25 ans, pour y avoir passé une bonne partie de sa carrière, comme attaché de cabinet puis directeur de cabinet. De nouveau, Taieb Youssefi (58 ans) rempile dans les mêmes fonctions auprès du chef du gouvernement, Habib Essid, avec rang de ministre. Il était depuis 2012 PDG de l'Agence TAP.

Titulaire d'une maîtrise en journalisme et d'un DEA en sciences politiques, il a appris à connaître les arcanes de l'administration et pratiqué les grands dossiers de l'Etat auprès de trois Premiers ministres, faisant toujours preuve de compétence et de discrétion, comme le soulignent ses collègues. Immédiatement opérationnel, il s'est mis au travail, faisant ainsi gagner à Habib Essid et à son gouvernement beaucoup de temps et d'efficacité.

Ridha Ben Mosbah Conseiller économique (avec rang de ministre)



Ingénieur civil des Mines de Paris, il entame sa carrière en 1979 à la Banque de développement économique de Tunisie (BDET) qui a été une véritable locomotive du développement industriel en Tunisie sous la houlette de feu Habib Bourguiba Junior, en tant que chargé de l'évaluation des projets industriels. En 1984, Ben Mosbah rejoint la Compagnie des phosphates de Gafsa en plein chantier de restructuration technique après la fermeture des mines souterraines et l'adoption des techniques d'extraction à ciel ouvert. Il y restera près de dix ans, travaillant sur divers volets du vaste chantier de redressement de cette entreprise centenaire et contribue en tant que DSI à la modernisation de ses systèmes de gestion et d'information. De 1993 à 1997, il retrouve la BDET, mais au back-office, comme directeur chargé du système d'information. De 1998 à 2004, il évolue au ministère de l'Industrie, tour à tour chargé de mission, directeur général des stratégies industrielles et du bureau de la mise à niveau de l'industrie.

De 2005 à 2012, il a assumé diverses responsabilités comme secrétaire d'Etat aux Energies renouvelables et à l'Industrie agroalimentaire, à la Recherche et à la Technologie, PDG de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) et du Groupe chimique tunisien (GCT), ministre du Commerce et de l'Artisanat et PDG de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG).

Depuis avril 2013, il est consultant, menant diverses missions auprès de l'ONUDI en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient.

Sayed Blel *Conseiller pour les affaires sociales et la santé*



En 35 ans de carrière, il s'est spécialisé dans la législation sociale, les régimes de sécurité sociale dans le secteur privé et de retraite dans la fonction publique et l'assurance. Jusque-là PDG de la CNRPS, depuis mai 2010, après avoir été le fondateur et premier PDG de la CNAM, il est également expert international auprès du Bureau international du travail (BIT, Genève).

Né le 23 août 1953 à Téboulba, titulaire d'une licence en droit privé et du diplôme du cycle supérieur de l'Ecole nationale d'administration, il a gravi tous les échelons jusqu'à prendre en charge la direction générale





Vous accompagne dans tous vos projets



L'UBCI offre un ensemble de prestations à ses Clients Entreprises par le biais de ses Equipes spécialisées dans les Métiers du Cash Management, des Activités de Marchés, de la Banque d'Affaires, du Commerce International et du Leasing.

Première Banque de la place certifiée ISO 9001 depuis 2002 pour ses activités à l'international (virements internationaux, crédits documentaires et remises documentaires)



THE CARD



La Carte VISA Infinite est une carte de paiement/retrait très haut de gamme comportant un bouquet de services et d'avantages exclusifs destinés à une clientèle ayant un niveau d'exigences très élevé. Bien plus qu'une carte bancaire, c'est la clé d'entrée vers un univers exclusif, personnalisé et luxueux. Plafonds de retrait de paiement sur mesure, niveaux d'assurance et d'assistance inégalés, privilèges et services exclusifs à l'étranger... Bienvenue dans un univers de privilèges





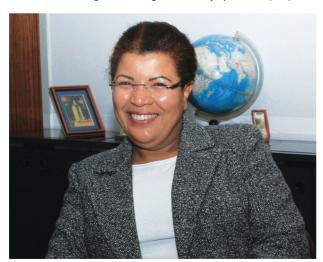
de la Sécurité sociale (1997). Fin connaisseur de la législation comparée, habile négociateur des conventions bilatérales de sécurité sociale, habitué aux arcanes de l'Organisation internationale du travail (Genève) et de ses structures similaires et régionales, il capitalise une expertise précieuse.

Mofdi Mseddi *Chargé de la communication*



Juriste de formation, il a hérité de son père, feu Mohamed Kacem Mseddi, longtemps rédacteur en chef à l'ex-Radio Télévision Tunisienne et directeur des radios Sfax et Monastir, la passion du journalisme, l'éloquence et une superbe voix. Il fera ses premiers pas au journal télévisé de la première chaîne, mais sera rapidement sollicité pour gérer la communication de l'Office des aéroports puis des ministères du Transport et de l'Equipement. Mustapha Ben Jaafar l'appellera à ses côtés à l'Assemblée nationale constituante pour l'aider à déminer un champ périlleux. Ses bonnes relations avec les médias réduiront les dégâts et permettront de nouer des liens utiles. Mehdi Jomaa, édifié sur son talent de démineur-relationniste, l'empruntera au Bardo pour diriger la com de La Kasbah. Habib Essid l'y confirmera.

Hamida El Bour Président-directeur général de l'agence Tunis-Afrique Presse (TAP)



Journaliste professionnelle talentueuse, enseignante universitaire appréciée et spécialiste en suivi de l'indépendance des médias, Hamida El Bour aura la lourde tâche d'inventer avec les équipes en place un nouvel avenir pour l'agence Tunis-Afrique Presse. Son triple profil et la confiance dont elle jouit auprès de ses confrères lui seront précieux pour donner à l'agence de presse officielle qui a entamé le 1er janvier dernier sa 55e année depuis sa fondation en 1961. Le budget est très maigre, les effectifs réduits et la transformation pour épouser l'ère de la convergence des médias (web-audiovisuel) est impérative.

Maître-assistante à l'Institut de presse et des sciences de l'information et jusque-là directrice du département de journalisme, Hamida El Bour est titulaire d'une maîtrise en journalisme et d'un doctorat en sociologie. Elle a été pendant plus de dix ans journaliste au quotidien indépendant *Le Temps*, spécialisée essentiellement en journalisme politique. Elle a été responsable de l'unité de monitoring des médias au sein de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) en 2011. Hamida El Bour est experte médias auprès de plusieurs organisations internationales. Elle est membre de l'unité de recherche «Médias et société» et auteur de plusieurs articles scientifiques sur la réception des médias, la sociologie des journalistes, les médias et le genre social.

Slim Hentati

Chef du comité général des services publics

Atef Jamoussi

A la tête de la cellule de programmation et de suivi de l'action gouvernementale

Ministère de l'Intérieur

Hichem Fourati

Chef de cabinet

Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines

Mohamed Taher Bellassoued

Chef de cabinet



42 ans. Juriste et énarque, il était jusque-là directeur de cabinet du chef du gouvernement sortant, Mehdi Jomaa. Bellassoued était tour à tour PDG du Fonds de reconversion et de développement des centres miniers, au ministère des Finances (2007-2010), directeur général du Bureau de mise à niveau de l'industrie au ministère de l'Industrie, de l'Energie et des PME (2010-2012) et contrôleur général des services publics à la présidence du gouvernement (2012-2014)

Retour au bercail





Moufida Mekhenini et Nabil Ben Hadid retrouvent leurs postes d'origine au ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, après une intense année passée à la présidence du gouvernement. Mehdi Jomaa, qui avait apprécié leurs compétences lors de son passage à l'Industrie, leur a demandé de l'accompagner à La Kasbah. Respectivement chef du secrétariat particulier et chef du protocole, Moufida Mekhenini et Nabil Ben Hadid ont fait montre d'efficacité. Mission accomplie, ils retournent au bercail.

Ministère de l'Education

Moez Ben Boubaker

Chef de cabinet

Mohamed Ton

Secrétaire général

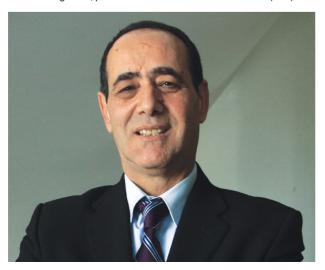
60 ans. Diplômé en pédagogie éducative, il a été notamment directeur général du Centre des formateurs de l'éducation.

Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche

Abdallah Rabhi

Chef de cabinet du ministre de l'Agriculture

Spécialiste en stratégies et politiques d'agriculture, il a été notamment commissaire régional au développement agricole à Gafsa, Jendouba, Béja, Nabeul et Zaghouan, puis PDG de l'Office des terres domaniales (OTD).



Mohamed Dahech

Président-directeur général de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE)

Ministère du Commerce

Elyes Ben Ameur Chef de cabinet



52 ans. Doublement diplômé en ingénierie électronique et ingénierie qualité métrologique de l'Ecole supérieure de Douai en France, Elyes Ben Ameur a occupé différents postes au ministère du Commerce durant une vingtaine d'années. C'est ainsi qu'il a été notamment directeur régional du commerce à Mahdia et Médenine, directeur qualité et protection du consommateur et, depuis septembre 2011, directeur général du Centre technique de création, d'innovation et d'encadrement du tapis et du tissage.

Ministère du Transport

Hichem Mechichi

Chef de cabinet

41 ans. Hichem Mechichi a déjà occupé le même poste au ministère de la Femme et de la Famille. Il avait rejoint, en 2002, l'Instance de contrôle général des services publics.

Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières

Jamel Ayari

Conservateur de la Propriété foncière

Juriste de formation, ancien chargé de mission au cabinet du ministre, il était depuis 2011 conseiller-rapporteur général auprès du chef du contentieux de l'Etat.





Espace Libre Service

La Banque quand vous le désirez!



Multi Services • Disponibilité • Sécurité • Rapidité

L'Espace Libre Service de la Marsa vous offre l'accès , **7J/7 et 24h/24**, à une multitude de services, dont vous pourrez bénéficier en toute simplicité et sécurité:

retrait d'espèces, change de devises, dépôt de billets, dépôt de chèques, extrait de compte, mini relevé de compte, consultation de solde, demande de chéquier, recharge ligne gsm, Ooredoo, chargement d'une carte prépayée, mise à disposition d'espèces (Dinars Express).

Adresse du siège: Av. Mohamed V - 1002 Tunis - Tunisie - Tél.: (+ 216) 71 148 000 - Fax: (+216) 71 833 517 www.amenbank.com.tn

Centre de Relation Clients: 71 148 888

ACTUALITES • DECES

• Rafik Tlili



Ancien député à l'Assemblée nationale constituante, originaire de la ville de Chebba (gouvernorat de Mahdia), Rafik Tilii avait été élu comme député à l'ANC en tant que

représentant du parti CPR, avant de rejoindre le mouvement Wafa.

Hend Azzouz



89 ans. Nouvelliste, auteur dramaturge, speakerine et productrice d'émissions radiophoniques, elle a dirigé le département littéraire à la radio nationale. Elle a à

son actif nombre de nouvelles, pièces de théâtre et contes pour enfants.

Abdelaziz Ben Dhia

ALSTOM



78 ans. Ancien ministre d'Etat, après avoir été notamment ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et doyen de la

faculté de Droit de Tunis. Agrégé de droit privé,

il avait rejoint le gouvernement pour la première fois en 1978, sous Hédi Nouira, pour diriger successivement les départements de l'Enseignement supérieur, de l'Education nationale, des Affaires culturelles et de la Défense nationale, avant de devenir secrétaire général du RCD, puis ministre d'Etat auprès de Ben Ali.

Après la révolution, il a été arrêté le 12 mars 2011 et purgera près de trois années de détention, avant d'être remis en liberté le 20 février 2014, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui.

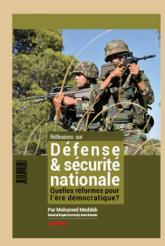
• Mohamed Riahi



72 ans. Industriel, investisseur et administrateur dans nombre de banques et de sociétés.

Vient de paraître

Défense & Sécurité Nationale Quelles réformes pour l'ère démocratique ?



Mohamed Meddeb, général de Brigade (à la retraite), développe une analyse instructive sur l'impératif et les fondements d'un débat national consacré aux enjeux de la défense et de la sécurité nationale. Ancien directeur général de la Sécurité militaire (2002 à 2009), attaché militaire à Paris (à fin 2011) et, après son départ à la retraite, rappelé en 2012, en tant que directeur général de la Douane (à fin 2013), il tire de sa longue expérience des enseignements précieux. En cinq parties, il explique, dans ce livre publié par

Leaders, le contexte sécuritaire avec ses menaces et risques, la nation et la problématique spécifique, les fondements de la politique à concevoir, les réformes pour l'ère démocratique et les questions clés du débat national.



Concours



Art - Technologie - Business

Inscrivez-vous dès aujourd'hui sur le site www.atbchallenge.com

Date limite d'inscription et de remise des travaux: 28/03/2015

Libre cours à votre créativité

10 000 DT PAR CATEGORIE

+ DES PRIX D'ENCOURAGEMENT





Tous les tunisiens ayant moins de 35 ans peuvent participer au concours, avec des projets dans les catégories Art, Technologie et Business. Vous pouvez participer et gagner le trophée ATB challenge 2014 et bénéficier d'un grand soutien de l'ATB.

www.atb.tn www.atbchallenge.com

ATB TUNISIE

Des professionnels à l'écoute



Réforme du système éducatif:

Il a été question, ces derniers temps, de rétablir, dans la précipitation, l'examen en sixième année primaire à la première année du secondaire, comme dans l'ancien système qui a existé avant l'instauration de l'école de base, préconisée par le VIe Plan (1980-1986) et mise en vigueur en 1982-1989 en même temps d'ailleurs que dans les autres pays avancés comme la Corée du Sud, le Japon et surtout la Finlande.



Par Mansour Moalla

a réflexion à ce sujet a commencé dès le IVe Plan 1973-1976 au vu des progrès accomplis par le système éducatif, surtout quantitativement, et des problèmes aigus qui commençaient à apparaître et à mettre en cause l'efficacité du système. On s'est aperçu ainsi que le phénomène des «déchets», terme horrible s'agissant d'êtres humains et de jeunes, avenir du pays, devenait de plus en plus grave. Au cours des années 1970, on s'est aperçu que l'enseignement dit « primaire » dégageait chaque année 90.000 « déchets » du fait des redoublements, des renvois et surtout des échecs au concours de 6ème année d'accès à l'enseignement secondaire. Le même phénomène continue à faire des ravages avec le baccalauréat, le cycle secondaire n'étant pas concerné par l'école de base : le pourcentage moyen des admis de 2005-2010, toutes sections confondues, est de l'ordre de 60%, ce qui signifie qu'il y a ainsi 40% d'échec, ce qui se chiffre à environ 50.000 élèves. Que deviennent ces 50.000 et les 90.000 du primaire ? En outre, on avait constaté que le cycle secondaire (après l'école de base) enregistrait 30.000 abandons par an et que seulement 22% des effectifs terminaient leurs études secondaires, 13% obtenant le baccalauréat et 9% un diplôme technique. L'examen de l'année 1990 de l'enseignement primaire et secondaire a montré que les « abandons » et les « déchets » (renvois, redoublements) se montent à 146.000, alors que les scolarités normales s'élèvent à seulement 106.000.

La grande faiblesse du système était donc son rendement interne. Faiblesse qui a fini par être considérée comme une grande prouesse de ce système. Plus on élimine, plus on est considéré comme sérieux. Ces éliminations étaient bizarrement considérées comme le prix de la qualité de la formation dispensée. Un système qui n'élimine qu'un pourcentage réduit ou nul ne pouvait être considéré que comme laxiste et peu sérieux. C'est humainement tragique et économiquement désastreux. Cela se traduit par un gaspillage

Dans le système finlandais, toutes les contraintes et les entraves au développement des facultés normales de l'élève sont proscrites : c'est ainsi que durant ces 9 ans de l'école de base, il n'y a pas d'examen de passage et le redoublement est interdit par la loi et doit être approuvé par la famille.

promouvoir l'école de base

de ressources et une marginalisation de jeunes pour lesquels des montants importants ont été dépensés durant 12, 13 ou 14 ans d'études. Ce sont ces constatations qui ont conduit, à l'occasion du VIe Plan 1982-1986 à poser le problème de la réforme de l'éducation. Les grandes lignes de cette réforme ont concerné l'école de base de 9 ans ainsi que le cycle secondaire de quatre ans et aussi l'enseignement supérieur et l'université. On évoquera ici l'école de base qui a failli être balayée dès la prochaine rentrée de septembre 2015, ce qui aurait représenté une régression, sinon une destruction supplémentaire de tout le système éducatif.

Pourquoi l'école de base de 9 ans ? L'objectif de celle-ci est en effet de ne pas éliminer le jeune élève avant de l'armer suffisamment des connaissances nécessaires pour affronter la vie et surtout dans le cas où, pour diverses raisons, il ne lui serait pas possible de poursuivre ses études secondaires et supérieures. Si on l'élimine dès la fin des 6 ans du primaire à l'âge donc de 12 ou 13 ans, on le condamne à l'analphabétisme, au chômage et à la marginalisation et on gaspille ainsi les ressources dépensées pour cette période de 6 ans sans qu'il puisse atteindre un stade irréversible de connaissances lui permettant de se défendre dans la vie. Ce premier cycle de connaissances obligatoires et nécessaires sera donc de 9 ans et non de 6 ans, jusqu'à l'âge de 15 ans, ce qui est plus acceptable. Il s'agit en second lieu de former le caractère du jeune élève en lui offrant la possibilité de déployer toutes ses facultés, de l'encourager à s'épanouir, de ne pas le terroriser et le menacer sans cesse, y compris le scandale aujourd'hui prédominant des «heures supplémentaires» qui transforment la transmission du savoir en vente de «marchandises», heures supplémentaires qui devraient être totalement interdites.

La nostalgie du passé, la facilité de l'autoritarisme, la militarisation de la classe font des ravages psychologiques et humains. Ainsi le système tunisien de l'école de base souffre de nombreux défauts. Alors que le système de l'école de base établi en même temps en Finlande, considéré aujourd'hui comme l'un des meilleurs au monde, sinon le meilleur, est un système intégré, non une juxtaposition du primaire et des trois premières années du secondaire comme dans le système tunisien. Dans le système finlandais, toutes les contraintes et les entraves au développement des facultés normales de l'élève sont proscrites : c'est ainsi que durant ces 9 ans de l'école de base, il n'y a pas d'examen de passage et le redoublement est interdit par la loi et doit être approuvé par

la famille. Ce système a permis à l'école de base en Finlande de garder 99,7% de ses élèves jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire de 16 ans. Les élèves «faibles» sont pris en charge par le professeur pédagogique qui parvient à les faire progresser et leur éviter le redoublement ou l'abandon : une lutte efficace contre les « déchets » au coût excessif. Il n'y a d'examen final qu'après les 9 ans de l'école de base.

Jusqu'à 9 ans, c'est-à-dire après 2 ans de scolarité, celle-ci débutant à 7 ans en Finlande, les enfants ne sont pas notés. Ils sont évalués pour la première fois à cet âge de façon non chiffrée et puis plus rien jusqu'à 11 ans et ce pour que l'acquisition des savoirs fondamentaux puisse se faire sans le stress des notes et des contrôles. L'image de soi dégradée est génératrice d'angoisse et de souffrance. Faits remarquables : les notes chiffrées n'apparaissent qu'à l'âge de 13 ans (c'est-à-dire après 5 ans d'école de base). Ces notes vont de 4 à 10, les zéros, 1, 2 et 3 sont écartés parce que trop bas. A 4, l'élève doit recommencer la matière concernée. De 5 à 9, ce sont divers niveaux de perfection, perfection symbolisée par le chiffre 10. Le sens psychologique va donc jusqu'aux gestes symboliques comme le fait d'écarter le zéro, symbole trop évident d'échec total.

Le système finlandais a réussi ainsi à réduire le coût financier et le gaspillage de ressources en éliminant pratiquement renvois, abandons et autres « déchets ». Il y a réussi aussi parce qu'il est autogéré : c'est ainsi qu'il n'y a pas de corps d'inspection dont l'existence est contraire à l'esprit du système : la liberté, l'autodétermination et la responsabilité. Il n'y a pas non plus de frais d'entretien : l'école, ses couloirs et ses locaux sont nettoyés par les élèves et les professeurs.

On a pu ainsi établir la gratuité de l'enseignement. Ces données sur l'école de base, instaurée en même temps que la Tunisie en Finlande, montrent les progrès que doit accomplir le système tunisien. Ceux qui ont voulu rétablir l'examen de 6ème ont voulu aggraver les gaspillages financiers et les échecs humains. Il y a lieu surtout de faire progresser l'école de base, de s'inspirer des pays qui, comme la Finlande, ont réussi à lui donner un sens. Il est plus passionnant de perfectionner le système de l'école de base que l'abolir en rétablissant l'examen de la 6ème année et d'aggraver les échecs et les coûts du système. L'avenir du pays en dépend. Il s'agit de former de futurs citoyens libres et ouverts et non de s'enfoncer dans la médiocrité et la régression.

Béji Caïd Essebsi La mission...

Comment Béji Caïd Essebsi conçoit-il son mandat de premier président de la deuxième République ? La nouvelle constitution en a fixé les modalités, mais c'est à lui d'imprimer son empreinte.

es premiers signes sont là et la vision se révèle progressivement. «Le Président a bien réfléchi au cadrage stratégique, confie à Leaders l'un de ses proches conseillers. Il ne sera pas le gestionnaire d'un modèle préétabli, mais l'inspirateur d'un nouveau mode. Son thème central sera la liberté. Bourguiba avait libéré le pays, la femme... Sur la même lancée, Béji Caïd Essebsi entend ancrer le respect des libertés individuelles et collectives, promouvoir la liberté d'entreprendre, d'étudier, de travailler, libérer l'administration de ses carcans, libérer l'école de ses modèles désuets, libérer l'entreprise de tout ce qui plombe son élan... Tout un programme».

«Ses missions, pour suit-il, sont multiples. Au premier rang, la préservation de la souveraineté nationale et la restauration de la sécurité. Mais son rôle essentiel sera de garantir aux institutions de l'Etat les fondements de leur fonctionnement et au gouvernement, les moyens de sa réussite».

Financements extérieurs, soutien diplomatique et appui sécuritaire

Pour Béji Caïd Essebsi, la priorité est à la mobilisation des financements extérieurs indispensables à la réalisation des programmes sociaux, éducatifs, sanitaires et en faveur des jeunes, comme à l'équilibre des finances publiques et à la relance économique. Même s'il ne le mentionne pas clairement, au-delà des crédits pouvant être accordés à des conditions avantageuses, c'est surtout sur l'aide de pays frères et amis qu'il compte le plus. Des grandes promesses faites lors du Sommet du G8 à Deauville en 2011, seulement une infime partie a été concrétisée, avait-il rappelé récemment dans une interview au *Financial Times*. L'accession du parti islamiste au pouvoir après les élections du 23 octobre 2011 semble avoir refroidi les

donateurs et découragé leur élan solidaire. «Aujourd'hui, ils n'ont plus d'excuse, j'espère!», s'exclame-t-il. Sans en faire une demande expresse, le message est lancé.

La première réponse est venue des Emirats arabes unis qui ont dépêché auprès du président Essebsi la ministre de l'Economie, du Commerce extérieure et du Plan, Sheikha Lobna Al Kassimi, porteuse d'une invitation officielle. D'autres invitations arrivent à Carthage. Après le président Bouteflika, en février dernier, c'est François Hollande qui l'invite à se rendre en France. La date est déjà fixée pour les 6 et 7 avril prochain. Un voyage aux Etats-Unis est également au programme, pour la fin avril, début mai 2015.

Le soutien international n'est pas uniquement financier. Il est également diplomatique et sécuritaire. A Paris, BCE demandera à la France, premier partenaire économique de la Tunisie, plus et mieux de coopération dans tous les domaines, notamment sécuritaire. Le poids de la France au sein de l'Europe, dans les instances internationales et les institutions financières sera d'un appui précieux. Avec les Etats-Unis, l'ambition de la Tunisie est d'accéder au statut de pays *«allié majeur non membre de l'Otan»*. Ce statut privilégié, déjà accordé à une quinzaine de pays dont l'Egypte et la Jordanie, permet de bénéficier d'une coopération renforcée, notamment dans le développement et la défense.

Le socle est posé. Béji Caïd Essebsi se concentre sur ce cadrage stratégique qu'il estime le plus approprié pour répondre aux urgences de la Tunisie. S'il y réussit, il aura balisé la voie au gouvernement et apporté au pays les fondements de la sécurité, de sa stabilisation et de son essor. BCE en fait sa mission fondamentale.









Rechargez votre mobile à partir de votre compte

NOMADE, un service de banque à distance simple et pratique, vous permettant de recharger GRATUITEMENT vos lignes téléphoniques prépayées OOREDOO et TUNISIE TELECOM (fixes ou mobiles) à partir de votre compte bancaire en toute sécurité, 24h/24 et 7j/7.

Avec NOMADE, vous pouvez également recharger les lignes téléphoniques de vos proches.







... Et le style

ccédant à la magistrature suprême, Béji Caïd Essebsi s'est révélé aux yeux des Tunisiens sous un autre visage, moins souriant, plus conscient des lourdes responsabilités qui lui incombent désormais. L'homme n'a pas changé, mais les gestes et le discours sont <u></u>très contrôlés. Il parle peu, limite ses interviews aux médias tunisiens et étrangers, et fait de chaque audience qu'il accorde un message précis. La rareté de ses apparitions intrigue les Tunisiens : où est le Président ? Que fait Caïd Essebsi ? Pourquoi ne s'est-il pas rendu à chaud à Dhehiba et à Kasserine? Les militants et cadres de Nidaa Tounès qui vivent mal son absence du parti le réclament : «Bajbouj nous manque»! «D'un présidentialisme centralisateur sous Bourguiba et excessif sous Ben Ali, la Tunisie est passée avec Marzouki, sous la Troïka, à une banalisation de l'institution présidentielle qui a surtout défrayé la chronique par des sautes d'humeur», explique à Leaders un spécialiste. Avec la nouvelle constitution, pour suit-il, les attributions sont précises. En premier président de la 2ème République, Béji Caïd Essebsi doit en poser les marques. Cela peut prendre du temps et surprendre certains. A commencer par ses proches».

Dès le départ, BCE a clairement affirmé qu'il entend assurer son mandat en président de tous les Tunisiens, sans distinction ni préférence. Cela a pu «choquer» certains membres de son parti qui croyaient pouvoir continuer à avoir accès direct et permanent à lui et bénéficier de postes de récompense. Ceux qui se sont présentés au palais de Carthage sans invitation ou rendez-vous préalablement pris en ont eu pour leurs frais et l'ont très mal pris. Mais, la règle est posée : la famille à la maison, tous les autres sur rendez-vous, quand c'est nécessaire et possible.

Chacun dans son rôle

Avec le chef du gouvernement, le principe est clair : chacun est dans sa fonction. La constitution l'a bien précisé, il va falloir s'y habituer désormais. Les relations personnelles, cordiales, épousent les nouvelles exigences

de la République. Lorsque Habib Essid lui avait présenté le 23 janvier dernier la composition de son gouvernement, Béji Caïd Essebsi, en président de la République, en a pris acte sans émettre le moindre commentaire ou faire la moindre recommandation. La copie sera révisée et Essid reviendra avec une deuxième version incluant Ennahdha. BCE restera sur sa même ligne. Des émissaires du Palais étaient-ils intervenus? Sans doute. Mais, officiellement, chacun était dans son rôle. «Le Président m'a donné carte blanche, avait affirmé Habib Essid à Leaders, sans la moindre interférence, mais j'ai mené de larges consultations. Le moment le plus difficile, c'était lorsque je me suis enfermé seul pour figer la composition finale du gouvernement». Un nouveau style s'invente de part et d'autre. Chacun y tient courtoisement, respectueusement. Une belle illustration en a été offerte à l'occasion de la tenue, le 18 février dernier, du premier Conseil des ministres. En inscrivant à l'ordre du jour des questions relatives à la sécurité et aux relations extérieures, le gouvernement a invité le président de la République à y prendre part et, selon la constitution, le présider. Les questions de protocole étaient les premières à résoudre. Le Conseil doit-il se tenir à La Kasbah? Est-ce au chef de l'Etat de s'y rendre? Le Conseil peut-il accepter l'invitation du président de la République et se réunir à Carthage? Pour de multiples raisons, nous dit-on, y compris celle de commodités en termes de parking et autres, le Conseil s'est réuni à Carthage.

Une autre question du même ordre : comment doivent s'ordonner les places autour de la grande table rectangulaire, légèrement effilée ? A la française, avec un président de la République qui fait face au chef du gouvernement ? A la tunisienne, le président étant seul en tête de table et le chef du gouvernement à sa droite ? Et, le chef de l'Etat ne devant pas assister à toute la réunion, comment procéder lorsqu'il se retire ? Est-ce que le chef du gouvernement, qui présidera alors les travaux, se mettra à sa place ? Les chargés du protocole ont tranché d'un commun accord : le président en tête de table, puis il passera le relais au chef du gouvernement. La deuxième République se met en place.

Le staff président le

Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, s'appuie sur une équipe triée sur le volet qui se met en place progressivement. Le cabinet présidentiel dirigé par Ridha Belhaj compte d'ores et déjà 17 membres (contre jusqu'à près d'une trentaine sous la présidence de Marzouki), répartis en différents grades et structurés par unités spécialisées. C'est ainsi qu'on trouve 3 ministres-conseillers, 6 premiers conseillers (avec rang de secrétaires d'Etat), 4 conseillers et 4 attachés.

ous n'ont pas quotidiennement et directement accès auprès du chef de l'Etat, mais ils le fournissent de notes et d'analyses et se tiennent à sa disposition pour répondre à toute question ou participer à des réunions thématisées. Le cercle rapproché qui voit chaque jour le président Essebsi est réduit. Il se compose essentiellement de Ridha Belhaj, Lazhar Karoui Chebbi, Mohsen Marzouk, Rafaa Ben Achour, Selim Azzabi, Khemaies Jhinaoui et Moez Sinaoui, ainsi que des chargés du protocole et de la sécurité, en coordination avec le Cabinet.

Les rôles sont bien répartis. C'est le ministredirecteur du cabinet présidentiel qui, en vertu des dispositions réglementaires, tient la maison avec toutes les attributions d'un chef de département ministériel. A ses côtés se trouvent le ministre-représentant personnel, Me Lazhar Karoui Chebbi, le ministre-conseiller politique, Mohsen Marzouk, et le conseiller, Rafaa Ben Achour.

Cheville ouvrière du staff présidentiel, Mohamed Sélim Azzabi, conseiller principal, est chargé de la supervision des services et établissements relevant de la Présidence. Faisant fonction de secrétaire général, il coiffe les volets administratifs et financiers de tous les services de la Présidence. Il supervise également le Haut comité du contrôle administratif et financier, le Comité supérieur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, le Médiateur administratif de la République tunisienne, l'Institut tunisien des études stratégiques

et enfin la Société nationale des résidences. Il dirige également, avec Férid Kobbi, l'unité économique et financière qui assure le suivi des questions y afférentes et la coordination en la matière avec la présidence du gouvernement et les départements ministériels concernés.

Une organisation bien structurée

Le cabinet est structuré en unités spécialisées, à savoir celles en charge des questions juridiques, de la diplomatie, de la communication, des affaires politiques, de l'organisation et du suivi des conseils supérieurs et autres dossiers spécialisés. Les équipes sont réduites, mais les instructions du chef de l'Etat sont à l'efficacité, la rigueur et la synergie avec les structures en place.

L'organigramme de la Présidence de la République compte notamment la direction générale des Services communs, la direction générale de la Sécurité et de la Protection des personnalités officielles, la direction générale du Protocole et la direction générale du bureau d'ordre, de la documentation, de la bibliothèque et de l'informatique. Les effectifs totaux s'élèvent à 3 019 personnes dont 2 380 (79%) sont affectées à la sécurité. Le budget pour l'année 2015 est de 89 MD, dont 78.256 MD sont en crédit de fonctionnement, essentiellement en charges salariales.

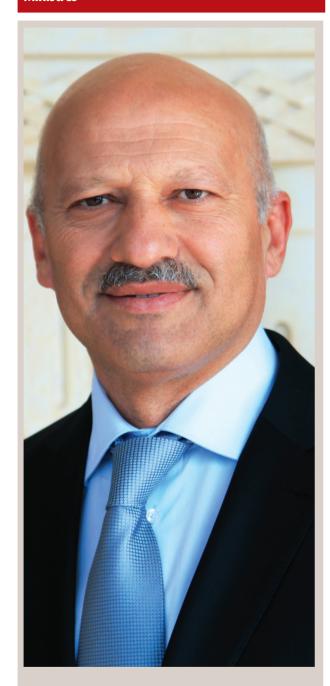
(Un dossier spécial sur la Présidence de la République, les palais et les résidences a été publié par Leaders dans son numéro 42 du mois de novembre 2014).





■ Difficile de réunir l'ensemble du staff en même temps, tant les engagements sont multiples. Photo de groupe d'une partie du cabinet présidentiel. De gauche à droite, au premier rang : Aïda Klibi, Raoudha Mehichi et Olfa Dhahak
Au deuxième rang : Férid Kobbi, Khemaies Jhinaoui, Ridha Belhaj, Mohamed Sélim Azzabi, Sami Sik Salem et Taoufik Guesmi
Au troisième rang : Sami Saïdi, Taher Battikh (devenu député à l'ARP), Taieb Ghozzi, Moez Sinaoui, Fayçal Hafyane et Nabil Ben Khedher

Ministres



• Ridha Belhaj

Directeur du Cabinet présidentiel

52 ans. Ancien conseiller auprès du Premier ministre (Béji Caïd Essebsi, 2011). Avocat. Titulaire d'une licence en droit et d'un diplôme de 3° cycle en fiscalité.



• Lazhar Karoui Chebbi Ministre, Représentant personnel du Président de la République

Ancien ministre de la Justice, bâtonnier des avocats



Mohsen Marzouk

Ministre-conseiller chargé des affaires politiques

49 ans. Diplômé en sociologie politique et relations internationales. Ancien secrétaire général de la Fondation arabe pour la démocratie et président de la commission exécutive du centre Al Kawakibi.





• Rafaa Ben Achour Conseiller

62 ans. Ancien ministre délégué auprès du Premier ministre (Béji Caïd Essebsi, 2011), ambassadeur de Tunisie à Paris et président de l'Université de Tunis. Titulaire d'un doctorat d'Etat en droit public et agrégé en droit public et en sciences politiques

Premiers conseillers

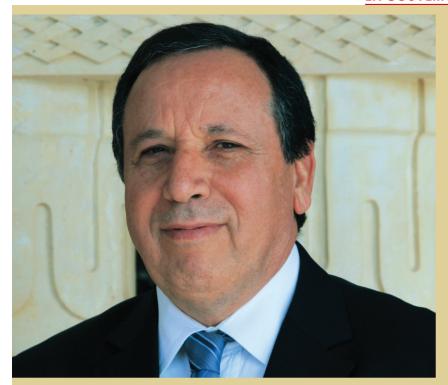


Mohamed Selim Azzabi

Conseiller principal chargé de la supervision des services relevant du secrétariat général

37 ans. Fondateur et ancien président d'un fonds d'investissement en private equity dans le secteur des assurances dédié à l'Afrique subsaharienne, spécialiste en actuariat dans un cabinet international. Diplômé en monnaie et finance et de l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP).

EN COUVERTURE



• Khemaies Jhinaoui Conseiller diplomatique

60 ans. Ministre plénipotentiaire hors classe. Ancien ambassadeur de Tunisie à Londres et Moscou et directeur de l'Institut diplomatique.



• Raoudha Mechichi Conseillère juridique

58 ans. Ancienne première présidente du Tribunal administratif



Moez Sinaoui

Porte-parole officiel

49 ans. Ancien directeur de la communication à l'Union pour la Méditerranée (UpM, Barcelone), chargé de mission auprès du Premier ministre (2011), directeur de la communication de Nessma TV, directeur adjoint pour l'Amérique du Nord au ministère des Affaires étrangères, représentant adjoint de la Tunisie auprès de la FAO à Rome. Titulaire d'une maîtrise en droit international et d'un DEA en droit communautaire.

• Sami Sik Salem

Premier conseiller chargé des questions sécuritaires

46 ans. Ancien directeur général de la sécurité présidentielle et de la protection des personnalités officielles.





NEW LOCANDO Prenez de la hauteur...





 STUNIS
 SOUSSE
 SFAX

 Route de Sousse
 Tél.: (+216) 71 42 53 55
 Route de ceinture
 Tél.: (+216) 73 34 33 33
 Route de Gabes
 Tél.: (+216) 74 24 65 50

 GP1 Km 7 - 2033 Megrine
 Fax: (+216) 71 42 52 53
 4022 Z.I. Akouda - Sousse
 Fax: (+216) 73 34 32 33
 Route de Gabes
 bvd. de l'environnement km 2,5 SFAX

SOCIETE DE PROMOTION DU LAC DE TUNIS



AVIS DE VENTE

VENTE AU PLUS OFFRANT, DE 5 LOTS DE TERRAIN VIABILISES, A USAGE D'IMMEUBLES POLYFONCTIONNELS DU TYPE RDC + 3 ETAGES SIS AU LOTISSEMENT « LES RESIDENCES DU PARC » DE LA ZONE NORD EST DES BERGES DU LAC NORD DE TUNIS.

La Société de Promotion du lac de Tunis (SPLT) lance, à l'attention des personnes physiques et morales de nationalité tunisienne, un appel d'offres pour la vente au plus offrant, séparément et en cinq lots distincts, des cinq parcelles de terrain ci-après référencées :

N° d'article	Références du Lot	Lotissement / Secteur	Vocation* Selon cahier des charges	Superficie Définitive en m²	C.U.F. (Coefficient d'Utilisation Foncière)	C.O.S. (Coefficient d'occupation du sol)	Hauteur Maximale construction en m/ Nombre d'étages
1	1.8.1/HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / Commerces	1 473	1,75	0,5	17 (RDC+3)
2	1.8.3 / HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / Commerces	1 490	1,75	0,5	17 (RDC+3)
3	1.8.4/HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / Commerces	1 591	1,75	0,5	17 (RDC+3)
4	1.8.5 / HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / Commerces	1 469	1,75	0,5	17 (RDC+3)
5	1.8.6/HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / Commerces	1 565	1,75	0,5	17 (RDC+3)

Les personnes physiques ou morales tunisiennes désirant prendre part à cet appel d'offres sont invités à retirer le dossier d'appel d'offres auprès du siège de la SPLT sis à : La Rue du Lac Rodrigo de Freitas, Les Berges du Lac Nord de Tunis - 1053 Tunis et ce moyennant le règlement de la somme de 200 dinars (non remboursable).

Les offres doivent parvenir au siège de la SPLT au nom de Monsieur le Directeur Général de la société et ce, par voie postale (recommandée ou par rapid-post) ou par remise directe à son bureau d'ordre central, contre récépissés, sous plis fermés anonymes, ne portant que la mention « Ne pas ouvrir / vente, au plus offrant, de 5 lots de terrain à usage d'immeubles polyfonctionnels du type RDC + 3 étages sis au lotissement « les Résidences du Parc » des berges du lac nord de Tunis. Aucune autre mention permettant l'identification du soumissionnaire ne doit figurer sur l'enveloppe.

La date limite de réception des offres au siège de la SPLT, est fixée au Lundi 30 Mars 2015 à 17^H00, le cachet du Bureau d'Ordre de la SPLT faisant foi. Toute offre parvenue après ce délai et /ou non conforme aux clauses du cahier des charges sera considérée nulle et ne sera pas prise en compte.

La séance d'ouverture des plis est publique, elle aura lieu dans les conditions prévues par le cahier des charges, le Jeudi 02 Avril 2015 à $10^{H}00$ au siège de la SPLT.

Pour plus d'informations, veuillez contacter la Direction Commerciale de la SPLT au numéro d'appel suivant : 71 861 800

حدائق قرطاج LOTS PROPOSES A LA VENTE

Lotissement "Les Résidences du Parc"



Kamel Akrout

Premier conseiller chargé de l'Organisation et du suivi des conseils supérieurs

Ancien contre-amiral à la Marine nationale, attaché militaire auprès de l'ambassade de Tunisie à Abu Dhabi et directeur général de la sécurité militaire.



• Fayçal Hafiane

Conseiller chargé du suivi des actualités politiques

 $34\,ans.\,Ancien\,contr\^oleur\,de\,gestion\,dans\,un\,groupe\,industriel.\,Titulaire\,d'un\,mast\`ere\,en\,gestion\,des\,entreprises.$

Conseillers



• Olfa Dhahak

Conseillère chargée de la coordination et du suivi

43 ans. Ancienne directrice du protocole à la présidence du gouvernement. Titulaire d'une maîtrise en hautes études commerciales et financières (IHEC) et d'un DEA en gestion des documents.



Mohamed Taieb Ghozzi

Conseiller chargé du suivi des dossiers personnels au service juridique

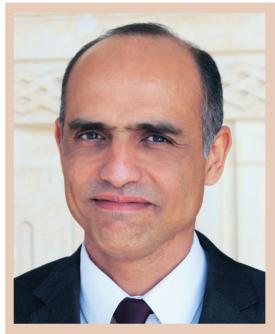
34 ans. Ancien magistrat au Tribunal administratif. Titulaire d'une maîtrise en droit, d'un mastère en droit public et du diplôme d'études du cycle supérieur de l'ENA.

Attachés



• Sami Saidi Attaché chargé du dossier diplomatique des pays arabes et musulmans et des pays d'Afrique

45 ans. Ministre plénipotentiaire, ancien chargé de mission au cabinet du ministre des Affaires étrangères. Titulaire d'une maîtrise en droit et du CAPA.



• Nabil Ben Khedher

Attaché chargé du dossier diplomatique des pays européens, l'Asie et de la coopération multilatérale

45 ans. Ministre plénipotentiaire, ancien directeur Union européenne, au ministère des Affaires étrangères, diplomate à l'ambassade de Tunisie à Bruxelles et Londres, diplômé de l'IHEC Carthage et titulaire d'un DESS en affaires internationales et d'un DEA en économie et finance.



Aida Klibi

Attachée chargée de la coordination avec les médias

57 ans. Ancienne chargée des relations presse au Premier ministère. Titulaire d'une maîtrise en journalisme et d'un DEA en sciences politiques.

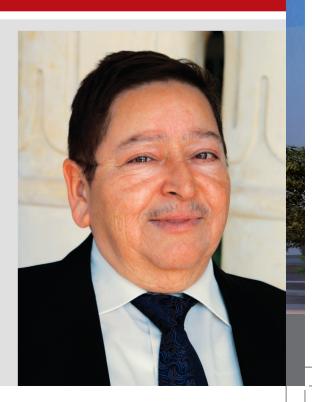


• Karim Ben Dhiaf 43 ans. Ancien éducateur.

Conseiller technique

• Férid Kobbi Conseiller économique et financier

Ancien président du Conseil du marché financier (CMF), directeur général de la stabilité financière à la Banque Centrale de Tunisie, et directeur au ministère des Finances. Economiste, énarque, titulaire d'un diplôme de 3° cycle en sciences de l'organisation.



Travaillez en classe affaires

Vente 8800 m² aux Berges du Lac Bureaux et Commerces







«Déjà qu'il a dix mille problèmes urgents à résoudre, on lui demande de solutionner vingt mille de plus!» Cet ambassadeur d'une grande puissance occidentale ne pouvait être plus compatissant à l'issue d'une heure d'entretien avec le chef du gouvernement, Habib Essid. «Je comprends. poursuit-il, que tout est urgent et je suis persuadé que les priorités seront hiérarchisées. De toutes les façons, nous intensifierons notre appui effectif à la Tunisie». Compréhensif et rassurant, ce diplomate rejoint nombre de ses pairs, heureux de voir la fin du provisoire et l'installation de la deuxième République. Vue de l'extérieur, la situation incite à l'optimisme, mais pour les Tunisiens, les craintes persistent et les attentes s'amplifient. Ayant démarré sur les chapeaux de roue, le gouvernement Essid aura eu ce premier mois de février court mais intense. Sans répit. Coulisses.

tterrissagesous la pression des évènements, sans même un premier weekend paisible. A peine la passation effectuée vendredi 6 février, le sud frôle l'embrasement le dimanche. Un vent de fronde souffle sur Dhehiba, Ben Guerdane et Ras Jedir. Peu importe les vraies raisons des fausses,

In la contestation est là, les forces de l'ordre sont attaquées, la riposte s'enclenche, un mort est déploré et nombre de blessés aussi. Deux ministres, Slim Chaker et Yassine Brahim, sont dépêchés en pompiers. Le terrorisme fanatique s'invite lui aussi de nouveau au pied du Chaambi. Quatre gardes nationaux sont massacrés. Pendant que la classe politique, insouciante, se chamaille sur les postes ici et là et que les enseignants et les postiers sont en grève.

Habib Essid n'avait pas le choix : gérer les crises au quotidien et engager les mesures urgentes de son programme d'action, tout en préparant le moyen terme. Maîtrise des prix, réhabilitation des édifices publics, notamment écoles, dispensaires, hôpitaux et administrations, et lancement du programme d'hygiène et de propreté : il fallait prendre des mesures à impact immédiat.

Le compte à rebours des 100 premiers jours

Chaque ministre et secrétaire d'Etat a déjà remis les actions prioritaires qu'il s'engage à accomplir durant les 100 premiers jours. Examinées en Conseil des ministres restreint, elles constitueront un contrat-programme, indique à Leaders un proche conseiller du chef du gouvernement. Le plan présenté devant l'Assemblée des représentants du peuple est ainsi en cours de déploiement. Pour le moyen terme, c'est le plan quinquennal de développement économique et social 2016-2021 qu'il faudrait commencer à préparer. Yassine Brahim, ministre de la Coopération internationale, de l'Investissement et du Développement, se met à l'ouvrage. Une première note d'orientation stratégique est d'ores et déjà élaborée et diffusée en première lecture à tous les membres du gouvernement.

Gardant un œil sur l'immédiat et l'autre sur le lendemain, Habib Essid surveille de près tous ces dossiers brûlants. Avec son style habituel du concret et du direct, il préfère trancher de suite pour ne rien laisser pourrir. La rapidité de la prise de décision est importante tout comme la ponctualité : il pose ses marques qu'il envoie en signaux à ceux qui savent les décoder.

Rétablir l'ordre des choses

C'est ainsi qu'il reprend l'ancien bureau qui a toujours été occupé par les chefs de gouvernement et Premiers ministres successifs depuis l'indépendance jusqu'à Béji Caïd Essebsi. Sous la Troïka, il avait d'abord été occupé par une demi-douzaine de conseillers de Hamadi Jebali qui y avaient aligné leurs tables de travail avant d'être divisés en petits bureaux, faisant fi du caractère patrimonial des lieux. Le salon d'accueil des visiteurs était lui aussi transformé en bureau et les hôtes devaient patienter dans un salon fort étroit. C'est rétabli. Les cloisons sont enlevées, le grand bureau officiel du chef du gouvernement retrouve son éclat et le salon d'accueil sa vocation initiale.

Aucun dossier ne traîne sur son bureau. Les rendez-vous sont ponctuels, point de retard toléré. Aussi, quand un haut cadre du ministère de l'Intérieur s'est permis d'arriver une demi-heure après le démarrage de la conférence des gouverneurs, n'a-t-il pas hésité de lui demander de quitter illico la salle.

Une équipe restreinte avec des tâches précises

Très tôt le matin, il lit les notes de ses conseillers, annote son courrier, signe les parapheurs et réunit son cabinet pour un briefing expéditif. Jusque-là, il s'appuie sur une équipe restreinte. Elle est composée essentiellement du directeur de cabinet, Taieb Youssefi et des conseillers Ridha Ben Mosbah (Economie), Sayed Blel (Affaires sociales), Mofdi Mseddi (Communication) et du

secrétaire général du gouvernement Ahmed Zarrouk. Tout est passé en revue. Chacun a des fonctions précises et un rôle majeur à jouer.

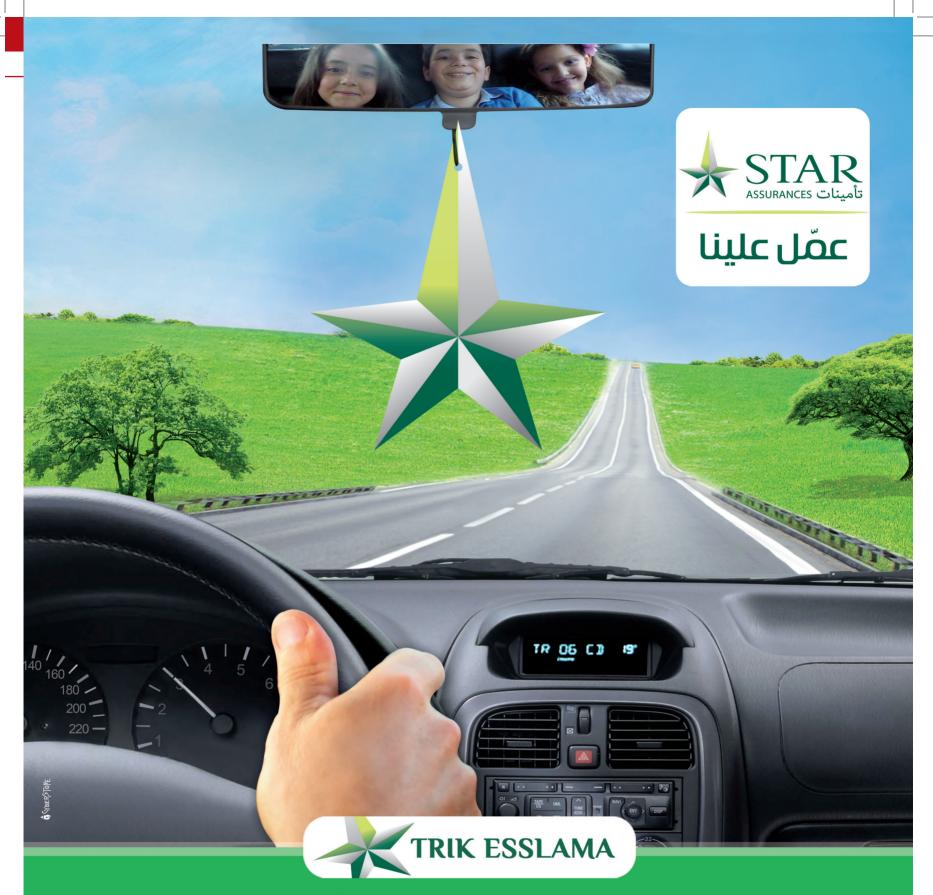
Les consignes sont claires : favoriser la communication interne et l'implication de tous et agir rapidement. Même pour un gouvernement solidement en place, non tenu par une échéance écourtée comme ses précédents, le temps est court. La journée commence et sera partagée entre audiences, réunions et visites sur le terrain.

Tous les gouvernorats

Pour rester à l'écoute de la Tunisie profonde et ne pas s'enfermer dans la redoutable bulle de La Kasbah, le chef du gouvernement cultive sa vieille habitude d'aller sur le terrain. Les déplacements sont soigneusement sélectionnés pour cadrer avec un objectif précis, lancer des messages et préparer des décisions. A Elghaba Essouda, près de Saïda, à Regueb, après le décès d'une écolière atteinte de l'hépatite A, c'est la situation des écoles primaires et des dispensaires en première ligne des soins de santé qu'il est allé examiner de près. A Fernana, sur les hauteurs de la Kroumirie, tout près de la frontière tuniso-algérienne, ce sont les conditions de vie et la situation sécuritaire dans les forêts qu'il voulait inspecter. Dans les gouvernorats du sud qui avaient connu de vives tensions ces dernières semaines, ce sont les nouvelles mesures qu'il est allé annoncer. Au programme, pas moins de 14 gouvernorats à visiter avant la date butoir des 100 premiers jours. Les autres suivront.

La machine, longtemps grippée par le provisoire et le transitoire et à peine amorcée ces derniers mois, se remet à tourner. Plus vite, beaucoup plus vite, réclament les Tunisiens.

T.H.



À partir d' 1 Dinar par jour *

TRIK ESSLAMA, c'est la nouvelle assurance automobile de la STAR qui assure votre véhicule en cas de sinistre.

Avec ce nouveau produit, la STAR met à votre disposition un réseau de réparateurs agréés sur tout le territoire garantissant une réparation selon les normes constructeurs et sans avance

De plus, vous pourriez bénéficier d'un véhicule de remplacement pendant toute la période de réparation. Pour plus d'informations, contactez l'agence STAR la plus proche ou visitez notre site web : www.star.com.tn

* Suivant les conditions citées dans le contra

Avec l'assurance auto TRIK ESSLAMA, conduisez tranquillement et la STAR est le garant

Par Walid Bel Hadj Amor

Près de trois mois après les élections législatives, le

gouvernement est en place, mais avec cette spécificité qu'il ne dispose pas d'un programme réel ni même d'une feuille de route, à l'instar du gouvernement sortant qui s'était vu confier une mission aux contours assez précis.

Un gouvernement, pour quoi faire?

epuis quelques années, on a vu se répandre un processus selon lequel un chef de gouvernement en place confiait à chaque ministre une lettre de mission, pour encadrer son action à venir. En Tunisie, nous avons innové puisque c'est le chef du gouvernement qui a demandé à chacun de ses ministres de lui remonter les priorités de son département. C'est une démarche pour le moins singulière, puisqu'on ne s'appuie pas sur une vision claire qui est déclinée pour chaque département mais plutôt sur une agglomération de propositions disparates, prônées par des ministres d'horizons et d'idéologies différents. Il faut dire que depuis les élections législatives, tout se met en place dans le désordre, tant le parti vainqueur des élections législatives s'est comporté avec prudence mêlée de confusion.

Les images du premier Conseil des ministres, qui rappellent étrangement celles d'avant- révolution, laissent penser que rien n'a réellement changé. Le pouvoir resterait à Carthage, le chef du gouvernement relégué au rang de Premier ministre chargé de la coordination de l'action du gouvernement.

Cela étant, Nida Tounes gouverne-t-il réellement? Une question que d'aucuns sont en droit de se poser tant il apparaît minoritaire au gouvernement, loin de pouvoir imposer une direction, laissant au chef du gouvernement le loisir de former une équipe majoritairement à son image, qui ne partage pas nécessairement les choix du parti, quand ils existent.

La Tunisie attend un projet plus ambitieux et plus inclusif, et le temps presse. La Tunisie a perdu du temps, beaucoup de temps, durant lequel le politique et le sécuritaire n'ont laissé à l'économique et au social que la portion congrue du débat. A telle enseigne que personne aujourd'hui ne sait où nous allons, ni comment nous y allons, et que le débat politicien continue à occuper le devant de la scène.

Nida Tounes avait le temps...de proposer au pays un nouveau cadre de gouvernance publique, mais malheureusement, encore une fois, le rendez-vous est raté et le système ancien perdure.

Un nouveau modèle de développement, tous les politiques n'ont que ce concept à la bouche. «Il faut un nouveau modèle de développement pour la Tunisie», «le modèle de développement de la Tunisie est essoufflé», etc. Tout cela est juste, mais personne ne nous explique comment faire, et surtout personne ne nous dit pourquoi en changeant de modèle de développement pour aller vers plus de croissance inclusive, on serait plus efficaces, on produirait plus, on mettrait moins de temps à exécuter les projets ou à prendre les bonnes décisions. On confond ici les questions liées au modèle économique avec celles liées à l'organisation. Il est certain que le modèle de la Tunisie est mauvais et dépassé, mais son organisation aussi. Et les échecs successifs, la croissance rampante et l'investissement atone sont tout aussi liés au positionnement low-cost de l'économie tunisienne, atelier de l'Europe, qu'à l'inefficacité chronique de l'appareil public, Etat, gouvernement et administration réunis. Ce n'est pas là une question de personnes, mais de système.

Mais bien au-delà d'un nouveau modèle de développement, c'est un nouveau modèle de fonctionnement dont le pays a besoin. Un modèle où l'on redessinerait le rôle de l'Etat, loin des confusions entre Etat et administration. Un nouveau modèle où gouvernement et ministres mèneraient des actions politiques, formuleraient des orientations stratégiques à une administration qui exécute et rend compte de son action.

Je m'emploie à dire que l'urgence est de réformer l'appareil, pas les lois. Oui, on peut faire mieux au niveau du modèle, mais sans un appareil d'Etat restructuré, le résultat ne sera pas au rendez-vous. Un nouveau modèle de management en somme, voilà ce dont nous avons besoin. La principale difficulté réside dans le fait que ceux qui s'intéressent à la chose publique n'osent pas remettre en cause l'organisation actuelle. Ils confondent vision, objectifs et méthodes. Si personne n'a la vision, tous partagent une certaine crainte du changement de méthode.

Ce que l'on constate souvent, c'est que plus un système est vieux et obsolète, moins on a tendance à le remettre en cause, par peur, par habitude, un peu comme une vieille pantoufle dont on ne voudrait pas se séparer, de peur d'être à l'étroit dans la nouvelle.

Aujourd'hui, le gouvernement, dans sa structure et la répartition de ses prérogatives, est celui de la Tunisie de Bourguiba hérité de l'époque coloniale où le bey gouvernait et le résident français administrait. Ce qui me fait dire que la Tunisie est sous-gouvernée et suradministrée. Les priorités et les défis d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'alors. Le monde d'aujourd'hui n'est plus le monde d'alors. Estil interdit de se poser la question de savoir à quoi sert le ministre de l'Emploi ou celui des Domaines de l'Etat? Est-il interdit de se poser la question de savoir si nous ne pouvons pas resserrer un gouvernement, redessiner ses contours, redéfinir sa mission? Non, mais manifestement cela ne semble être le sujet pour personne ou presque. Il y a souvent plus urgent à faire que de s'occuper de l'essentiel.

Globalement, ce qui manque ce sont deux considérations majeures en matière de politiques publiques, à savoir la cohérence des actions et la maîtrise de la mise en œuvre. Cela s'accompagne de principes de base en ce qui concerne le rôle du gouvernement et plus spécifiquement d'un cabinet ministériel, et son interaction avec l'extérieur dans une approche client. Un gouvernement, c'est la vitrine d'une politique, elle doit être structurée et lisible. Nous devons d'abord nous accorder sur le fait que le rôle d'un cabinet ministériel est de définir les stratégies et de mettre en œuvre les politiques publiques dans le ou les secteurs couverts. Ensuite, un ministère ne doit pas être, nécessairement, structuré autour de fonctions sectorielles mais d'une approche client. Un gouvernement n'est pas une structure de l'offre mais plutôt un organigramme qui répond à une demande, celle de servir le pays et ses parties prenantes.

Si on mettait en application ces considérations et principes, très simples au demeurant, cela conduirait invariablement à un organigramme gouvernemental différent et nécessairement plus efficace. Nida Tounes avait le temps d'y penser et de proposer au pays un nouveau cadre de gouvernance publique, mais malheureusement, encore une fois, le rendez-vous est raté et le système ancien perdure. Il faut croire qu'il y avait mieux à faire entre les législatives et la présidentielle que d'y réfléchir.

Quatre ans après, nous sommes toujours dans le tunnel, sans lumière. On dit qu'il faut attendre cent jours avant de juger un nouveau gouvernement. Soit, attendons cent jours et pendant ce temps, pour tromper notre impatience, prions, en silence, pour que la lumière revienne. Pourvu que ce ne soit pas juste celle d'une étoile. Nous n'avons plus le temps d'attendre encore des années-lumière.

W.B.H.A.



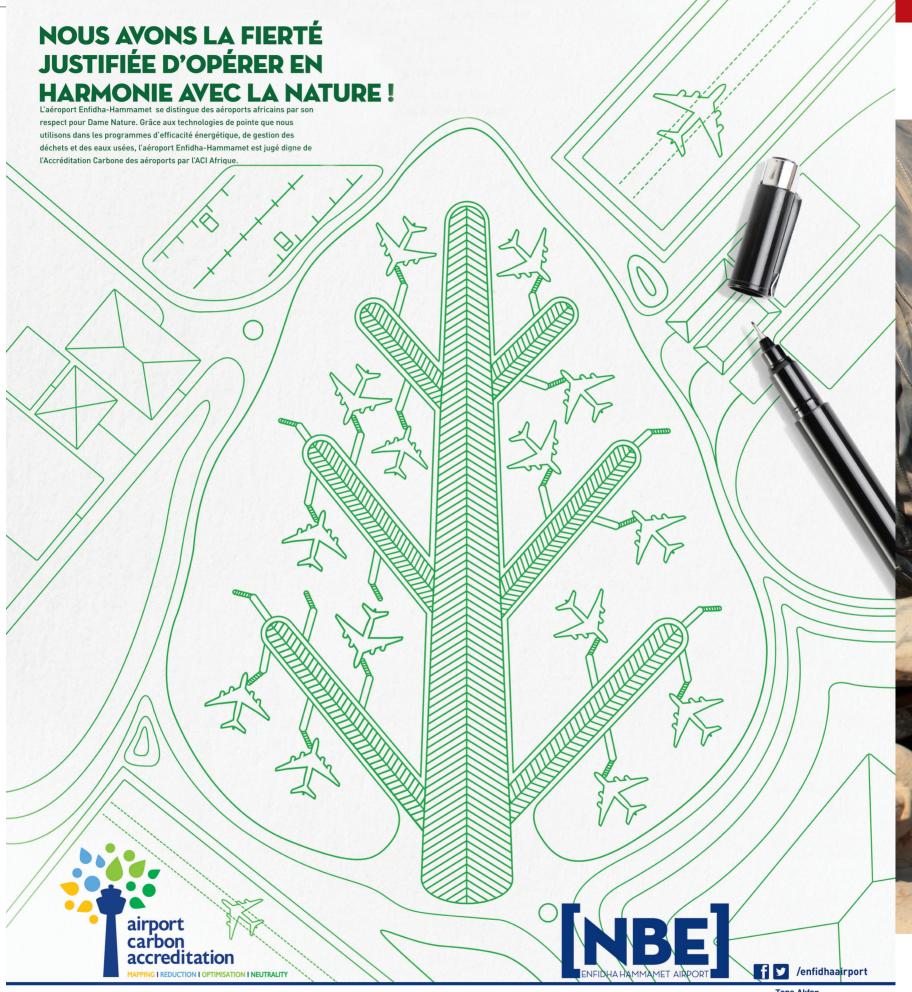


NATION • L'ARMÉ TUNISIENNE



Le contexte est difficile, à commencer par le climat, l'étendue du territoire à surveiller et protéger et l'ampleur des menaces en tous genres. Malgré cela, les forces armées et sécuritaires redoublent chaque jour de vigilance et de détermination. Les équipements se renforcent





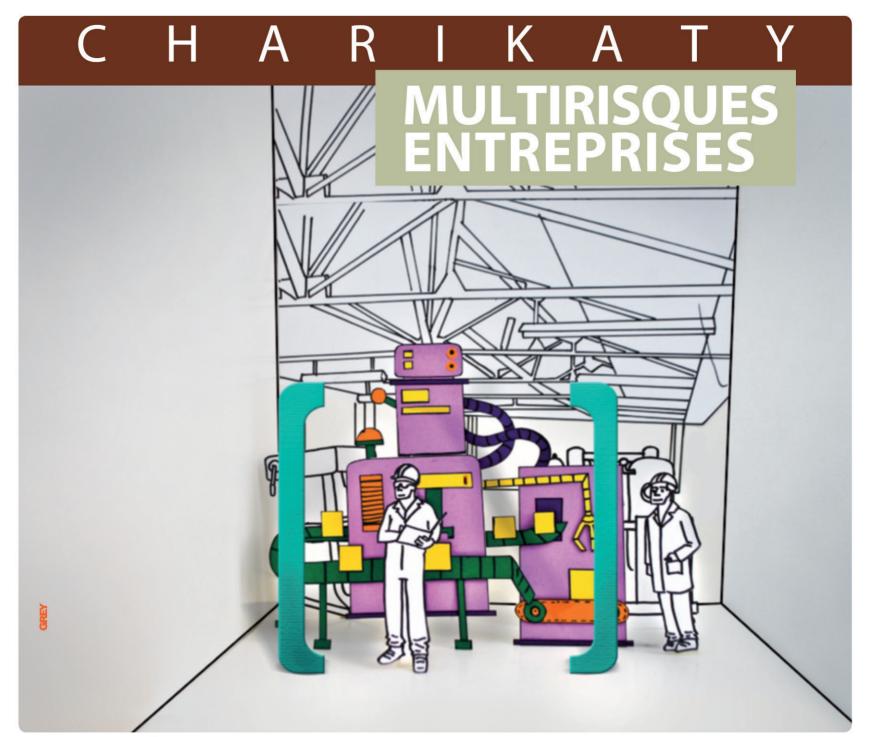




NATION • L'ARMÉ TUNISIENNE







PROTÉGEZ LE PATRIMOINE DE VOTRE ENTREPRISE.

Assurez la pérennité de votre entreprise au quotidien!

CARTE ASSURANCES vous propose son contrat d'assurance Multirisques Dommages

CHARIKATY: une couverture complète de votre entreprise en cas d'incendie, d'explosion, de vol, des dégâts des eaux....
Vous disposez, par le biais d'un seul et même contrat, de garanties indispensables et performantes, conformes à vos besoins.
Plus de détails sur notre site internet.





Tenir une discussion avec M. Sofiène Sliti, premier substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Tunis, tient de la gageure. Homme très occupé, il l'est réellement. Ses trois portables sonnent à tour de rôle. L'un est dédié aux affaires terroristes. Il reçoit des appels de partout à travers le pays. L'autre est confiné à son rôle de porteparole du Parquet près du Tribunal de première instance de Tunis.

I y répond aux interrogations des journalistes. Il s'y prête d'ailleurs de bonne grâce et toujours avec une indéniable disponibilité. Seul son portable familial est resté silencieux. C'est qu'il n'a pas de vie familiale, nous explique-t-il. Mobilisé de 8h du matin à 20h, il lui arrive presque quotidiennement



AMI Assurances

Epargne Etude

مع المنحة الدّراسيّة تبني لنجاحك ثنيّة



تأمننك وآطمنك



••• de rentrer chez lui avec ses dossiers sous le bras, sur lesquels il va plancher jusqu'à une heure du matin. Dix mille affaires sont traitées tous les ans par ce tribunal, soit une bonne proportion de l'ensemble des affaires examinées par le système judiciaire tunisien. Ces affaires vont des simples différends entre voisins ou les conflits sur le partage des héritages aux infractions plus graves à caractère criminel comme l'homicide ou autres.

Il nous montre la pile de dossiers qui encombre son bureau: «Ce sont ceux collectés en une journée», nous confie-t-il. Le Parquet de Tunis compte, aux côtés du procureur de la République, 17 substituts. « Nous sommes en sous-effectif», nous précise-t-il. Il estime que la masse de travail pourrait mobiliser beaucoup plus de magistrats. «Au moins vingt-cinq substituts sont nécessaires», juge-t-il. Pour les juges d'instruction, ils sont 31 dont 10 pour le pôle financier. C'est également peu, au vu de la masse de travail. Lui seul, de par ses fonctions en relation avec les affaires terroristes, est exempté de la permanence. Tous les autres s'y plient à tour de rôle. A partir de 18h, l'un parmi eux est réquisitionné pendant une semaine pour s'occuper des affaires survenant la nuit. Il peut être réveillé à tout moment. En cas de crime ou de forfait grave, il doit d'ailleurs se transporter sur les lieux pour faire les constatations d'usage. Mais comme ses autres collègues, il doit être à son bureau le lendemain matin à 8h30. C'est une contrainte sans compensation ni matérielle ni en journées de repos.

Les conditions matérielles sont parfois déplorables (les photocopieuses et les appareils de télécopie ne sont disponibles que dans quelques bureaux), les ressources humaines manquent (des juges d'instruction ne trouvent pas parfois de greffiers pour prendre des notes), mais la justice est quand même rendue. Les magistrats travaillent d'arrache-pied. Parfois sans contrepartie matérielle à la mesure des efforts consentis. Un pôle judiciaire des infractions économiques et financières dépend de ce même tribunal. Le Parquet peut s'autosaisir de dossiers de sa propre initiative. Il suffit d'un article de presse, d'une interview à une chaîne de télévision pour ouvrir de son propre chef un dossier. Ainsi a-t-il ouvert récemment une enquête sur le blanchiment d'argent suite à la publication des documents Swiss Leaks sur les comptes d'hommes d'affaires tunisiens à la banque HSBC.

Si pour les affaires ordinaires, le tribunal de Tunis est saisi de celles ayant lieu sur son territoire géographique, il a compétence sur les affaires liées au terrorisme ayant lieu sur tout le territoire de la République.

En effet, en vertu de l'article 43 et de la loi n°2003-75 en date du 10 décembre 2003 relative au soutien des efforts

internationaux contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent, «le tribunal de première instance de Tunis est seul compétent pour connaître des infractions terroristes.»

A la question que beaucoup se posent : pourquoi les prévenus parfois dans des affaires terroristes sont relâchés après avoir été appréhendés par les forces de l'ordre, il répond : «Le juge prend ses décisions sur la base de faits et de dossiers. Seul le droit prime à ses yeux. Le juge cherche la preuve de l'inculpation comme il cherche la preuve de l'innocence. C'est de cette interaction que naît la vérité judiciaire ».

Qu'en est-il du pôle des affaires terroristes dont la mise en place a été annoncée par le gouvernement ? Il est en cours d'installation, nous précise-t-il. Cela prendra encore quelque temps. Mais cela ne va pas alléger le travail du ministère public près le Tribunal de Tunis. Car le pôle dépendra de ce tribunal. En plus, celui-ci mobilisera quatre substituts près cette juridiction. A notre question concernant le retard constaté dans l'achèvement de la procédure d'instruction des affaires terroristes, M.Sliti nie tout retard. «Sur les 97 dossiers en cours, le Parquet a pris des ordonnances de renvoi devant le tribunal sur 93 affaires». Il reste à fixer les dates des procès, ce qui ne saurait tarder, affirme-t-il.

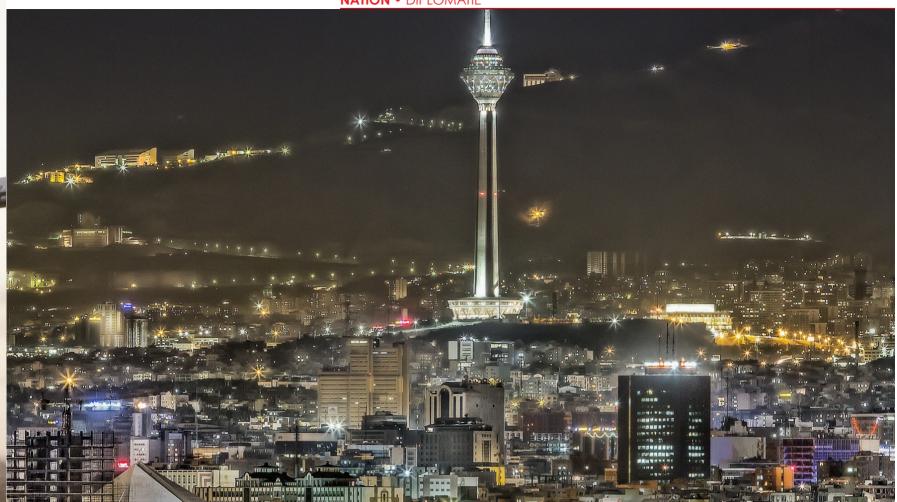
Dans l'instauration de la justice, le Parquet joue un rôle majeur. Selon le Code de procédure pénale, «le procureur de la République représente le ministère public. Il est chargé de la constatation de toutes les infractions, de la réception des dénonciations ainsi que des plaintes des parties lésées».

Personnage-clé dans la hiérarchie judiciaire, le chef du Parquet «défend les intérêts de la société et veille à l'ordre public. Il effectue en plus un travail de prévention et applique la loi dans l'intérêt des citoyens. Il analyse du point de vue du droit les plaintes et les dossiers qui lui sont soumis». C'est le Parquet qui reçoit les plaintes, qualifie les infractions, demande les compléments d'enquête, ou l'avis d'experts. C'est lui qui décide des suites à donner soit le non-lieu, soit l'inculpation des prévenus. C'est lui qui décide aussi la détention préventive ou le maintien en liberté. Accusateur public, c'est dans le sens que son seul souci est l'intérêt public qu'il faut le prendre. Car, comme tous les juges, il prend ses décisions en toute conscience. Pour lui, seule la loi prime.

En prenant congé de lui, on ne pouvait s'empêcher de lui demander si dans ses fonctions contre le terrorisme il disposait d'une sécurité spéciale. M. Sliti hausse les épaules. «On s'en remet à la volonté d'Allah», nous répond-il, fataliste, dans un sourire.

Raouf Ben Rejeb







Impressions persanes, ou comment expliquer la montée en puissance de l'Iran

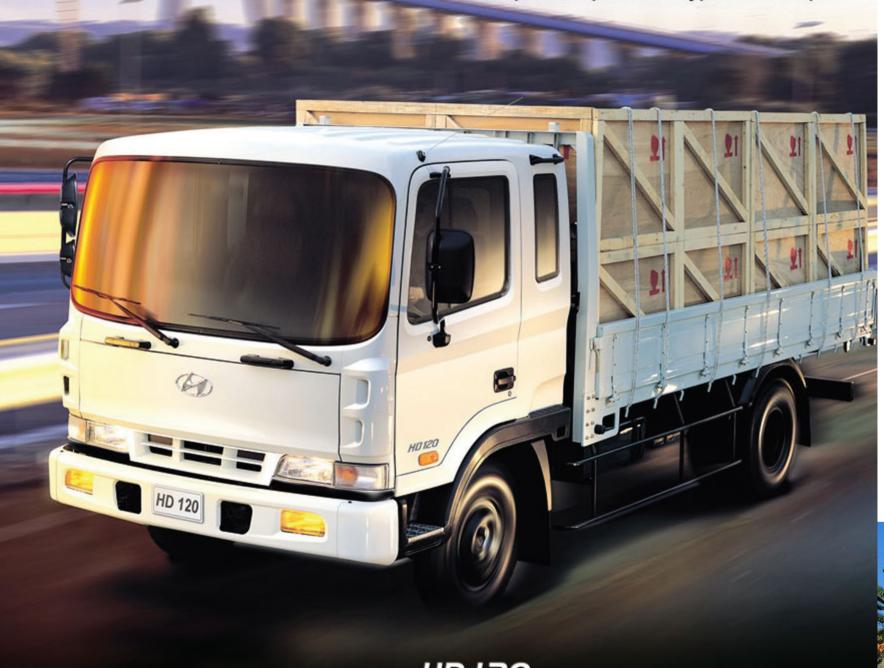
Bien que, de par mon travail au ministère des Affaires étrangères, je me sois rendu en Iran à de nombreuses reprises au cours de la dernière décennie du XXe siècle et la première décennie du XXIe siècle, je n'ai pu découvrir certaines particularités de la réalité iranienne que lorsque j'ai eu l'honneur et le plaisir de représenter la Tunisie à Téhéran entre 2011 et 2012.

on séjour en Iran fut court puisqu'il n'a duré qu'une année seulement. Cependant, il a été suffisant pour changer l'image que j'avais de ce pays, et que je m'étais faite, en grande partie, à partir des informations, des reportages et des analyses habituellement diffusés par les médias occidentaux qui prétendent être objectifs mais qui sont, souvent, en manque d'objectivité.





Efficacité prouvée pour tous types de transport



Nouveau camion poids lourd Hyundai Heavy Duty HD 120

Nous pensons que le progrès, Maximise vos possibilités

Tunis : Parc Industriel de Ben Arous GP1 km 5,5 BP 211 - 2013 Ben Arous - Tunisie - Tél. : +216 71 388 100 - Fax : +216 71 388 050 Succursale Sousse : Route de Tunis km 132,5 - 4022 Akouda Sousse - Tunisie - Tél. : +216 73 309 309 - Fax : +216 73 309 999 Succursale Gabès : Route de Tunis km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabes - Tél : +216 75 273 044 - Fax : +216 75 274 151



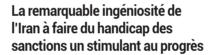
www.sotudis.com.tn

■■ En ces jours où les iraniens célèbrent le trente-sixième anniversaire de leur révolution, je voudrais évoquer quelques impressions que j'ai eues sur l'Iran, et qui ont bousculé nombre de «préjugés» nourris par presque quatre décennies de «relations conflictuelles» entre la «révolution islamique» et l'Occident et, par extension, entre elle et les Arabes, ou du moins une partie des Arabes... La coïncidence de l'anniversaire de la révolution iranienne avec la poursuite des négociations entre Téhéran et le groupe des 5+1 sur le programme nucléaire iranien est, peut-être, le meilleur point de départ pour parler de mes impressions sur l'Iran. Sans nul doute, le consentement des pays occidentaux qui jusqu'à un an et quelques mois ne se lassaient pas de proférer toutes sortes de menaces à l'encontre de Téhéran, à négocier avec lui constitue un retournement substantiel dans leur position à l'égard de l'Iran. Ce retournement n'est pas le produit du hasard... Il est la conséquence logique de l'émergence de l'Iran en tant qu'une puissance régionale avec laquelle doivent compter les pays voisins et les pays occidentaux, et à leur tête les Etats-Unis d'Amérique. Mais quels sont donc les facteurs qui ont contribué à la montée en puissance de l'Iran?

C'est à cette question que je vais essayer de répondre dans ce papier. Me basant sur ce que j'ai vu et entendu au cours de mon séjour en Iran, je pense que ces facteurs peuvent être résumés en ce qui suit:

Le sage usage par l'Iran de sa situation géopolitique face aux sanctions et à l'embargo

Il ne fait aucun doute que l'Iran, qui a une superficie de 1 648 195 km2 a su mettre à profit l'étendue de son territoire, sa diversité et sa richesse en ressources naturelles pour surmonter les sanctions qui lui sont infligées et limiter leurs effets néfastes sur sa croissance. De même, l'Iran qui a des frontières communes avec l'Irak, la Turquie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan et qui a de longues côtes sur la mer Caspienne dans le Nord et sur le Chatt al-Arab, le Golfe Arabique/Persique et le Golfe d'Oman, dans le Sud, a su employer sa position stratégique pour alléger, autant que possible, le poids de l'embargo, et parfois même pour l'enfreindre, et ce par le recours à des formes inventées (et la nécessité est la mère de l'invention) d'échange et de coopération avec les pays voisins.



A mon avis, l'Iran a bien assimilé la signification du verset coranique qui dit:



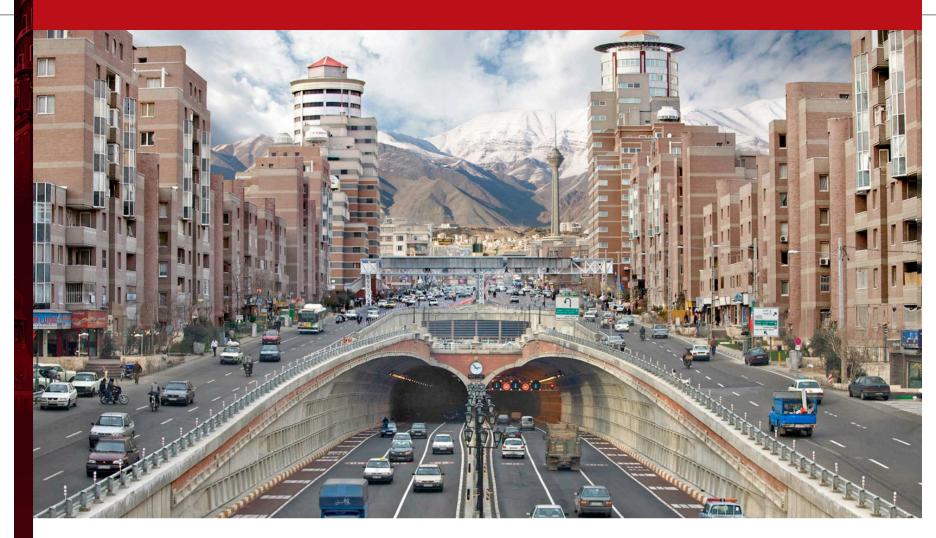
L'ambassadeur Mohamed Hsairi présentant ses lettres de créance au président Mahmoud Ahmadinejad le 30/10/2011



Le blocus militaire qui a été décrété contre lui par les pays occidentaux lui a appris qu'un pays incapable de produire ses propres armes ne peut pas avoir les moyens de sa défense. Il a donc donné une grande importance à développer son industrie militaire, ce qui s'est répercuté, positivement, sur ses diverses industries civiles... Le haut niveau atteint, aujourd'hui, et par les industries militaires et par les industries civiles de l'Iran, donne la meilleure preuve de la dextérité et de l'efficacité de ce que le Guide Suprême iranien appelle la «théorie de l'économie résistante...»







La perception positive du facteur démographique

Contrairement à ce que nous voyons et entendons dans plusieurs pays arabes, l'Iran considère que sa démographie est une source de force et non pas de faiblesse, et que sa croissance est un moyen de stimuler son développement et non pas de le freiner. D'aucuns pourraient dire que cette perception est liée à la richesse de l'Iran. Ceci est peut-être vrai, mais seulement dans une certaine mesure, car je pense que la perception du facteur démographique dans un pays quelconque n'est pas tributaire du volume de ses richesses mais de la mentalité de ses dirigeants, laquelle mentalité est parfois vaillante et entreprenante, comme en Iran, et parfois déficiente et faible, comme dans maints pays arabes...

Le caractère «mouvant» du système politique iranien

Parmi les facteurs qui ont permis à l'Iran de résister aux difficultés qui lui ont été créées par les sanctions et l'embargo, il y a le système politique qu'il a adopté et qui est un système «mouvant» et non pas *«inamovible»* comme c'est le cas dans nombre de pays arabes. En vertu de ce système, l'Iran a vu, durant les 36 dernières années, la succession de sept présidents. Cependant, le président libyen Mouammar Kadhafi a gouverné pendant 42 ans, le président yéménite Ali Abdallah Saleh pendant 34 ans, le président égyptien Hosni Moubarak pendant 30 ans et le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali pendant 23 ans... En outre, il y a parmi les sept présidents iraniens certains qui sont considérés comme conservateurs, et d'autres qui sont considérés comme réformateurs. Ceci s'applique, par exemple, au président Mahmoud Ahmadinejad et son successeur, le président Hassan Rouhani, qui est venu, ou qu'on a fait venir, non pas seulement grâce au vote des forces libérales, mais aussi et surtout grâce à la volonté ou, au moins, au consentement des hautes autorités politiques, religieuses

et même sécuritaires qui ont jugé utile de le mettre sur le devant de la scène pour casser l'isolement du pays, rompre le blocus économique international et réduire l'effet de leurs retombées sur la situation intérieure. À mon avis, cette alternance entre conservateurs et réformateurs, entre durs et modérés n'est pas fortuite. Par contre, elle est mûrement réfléchie et est utilisée par le régime comme un moyen pour absorber tout sentiment de mécontentement ou de colère populaire, sur le plan interne, et pour atténuer les pressions internationales, sur le plan externe.

Le recours à la légitimité internationale dans la gestion du dossier nucléaire

Dans la défense de son programme nucléaire qui est, faut-il le souligner, politisé au plus haut point, l'Iran a recours à divers arguments politiques, juridiques et même religieux... Sur le plan politique,



NOUVELLE ZONE INDUSTRIELLE M'HAMDIA GOUVERNORAT DE BEN AROUS

➤ La nouvelle zone industrielle M'hamdia

Dans le cadre de la politique Tunisienne d'encouragement des investissements Tunisiens et étrangers, la société de Promotion Immobilière El Wifek a réalisé une zone industrielle de qualité sur 107 Ha, située à M'Hamdia, au sud de Tunis dans le gouvernorat de Ben Arous.

Le tissu industriel de la région, déjà développé, riche en compétences industrielles, avec de bonnes perspectives de croissance, est particulièrement attractif pour le développement des orientées vers l'exportation (7 centres de formation professionnelle en activité).

> Proximité

Le site se situe à 15 minutes de Tunis la capitale et à 20 min du port de Radés. La zone d'activité industrielle de M'Hamdia offre des avantages valorisants grâce à sa proximité des grandes agglomérations urbaines du grand Tunis

L'excellence desserte routière et des transports en commun facilitent les contacts et la mobilité tant du personnel et employés que des produits.

La proximité des installations aéroportuaires du Grand Tunis(15 mn) est un atout majeur pour les activités exportatrices et pour les déplacements.

> Conformité aux normes

La zone industrielle d'activité de M'Hamdia a été conçue selon les normes & standards internationaux. dotée de trois stations d'épuration la zone est totalement viabilisée (routes, éclairages publics, réseau d'eau potable, réseau d'assainissement eaux usées et eaux pluviales, réseau d'électricité, de gaz et de télécommunication), la zone constitue un ensemble cohérent et attractif de nature à accroître la notoriété des activités à installer et offrir un cadre de travail motivant.

La zone industrielle est dotée de tous les services nécessaires aux activités industrielles tels que les banques, bureaux de douane, poste de police, etc.

> Réalisation de la zone industrielle

La société de Promotion Immobilière El Wifek a réalisé les travaux de viabilisation et les aménagements nécessaires conformément aux meilleurs standards Européens avec des routes larges de 24 mètres en tapis d'enrobé,des trottoirs revêtus, des parkings aménagés, des zones vertes.

assistance et facilitation auprès de nos banquiers pour l'accès à un crédit



> Caractéristiques des lots

La zone industrielle de M'Hamdia est découpée en 3 zones :

ZONE 1: regroupant les lots industriels

ZONE 2: Zone polyfonctionnelle pour bureaux, centres d'appel, centres de recherche, etc.

ZONE 3 : zone d'activité qui regroupera toutes les structures servant de support aux activités de production tels que loisirs et restauration.

Les superficies des lots sont étudiées en fonction des types d'activités : Les lots industriels ont des superficies qui varient de 2000 à 12000 m² avec possibilité de regroupement des lots.

Titre foncier individuel pour chaque lot.

37, avenue habib Bourguiba Ariana, 2080 Tunisie

Tél.: +216 71 703 811 / GSM: +216 52 934 730

E-mail: contact@el-wifek.com / Site Web: www.el-wifek.com

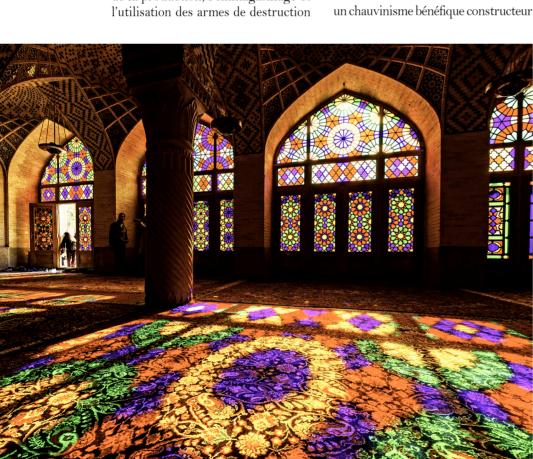
Téhéran continue de rappeler à qui veut prêter l'oreille que ce programme a débuté sous le règne du Shah, avec le soutien des mêmes pays occidentaux qui cherchent aujourd'hui à le démanteler.

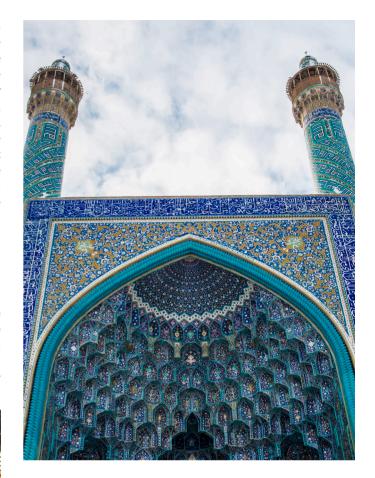
Ensuite, Téhéran s'emploie à mettre à nu la contradiction et la duplicité de l'Occident qui veut, par tous les moyens, détruire son programme nucléaire, mais qui reste muet sur les armes nucléaires des autres pays de la région, en l'occurrence Israël, l'Inde et le Pakistan. Sur le plan juridique, l'Iran affirme que l'accès à la technologie nucléaire pacifique est un droit légitime de tous les Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Enfin sur le plan religieux, il met l'accent sur la «fatwa» (avis consultatif) émise par le Guide Suprême sur la prohibition de la production, l'emmagasinage et l'utilisation des armes de destruction massive, principalement des armes nucléaires. En résumé, l'Iran considère que le règlement du dossier de son programme nucléaire ne peut se faire que par voie de négociation, car, en définitive, ce dossier constitue un différend entre deux volontés, la sienne et celle des puissances occidentales, qui veulent monopoliser la technologie nucléaire et empêcher les pays qui ne l'ont pas d'y accéder un jour. Mais ce qui complique davantage ce dossier, c'est l'attitude d'Israël qui ne ménage aucun effort pour faire obstruction à son règlement, pacifiquement...

L'ethnocentrisme ou le chauvinisme constructif des Iraniens

L'ethnocentrisme, qui est une forme de chauvinisme, est un sentiment partagé par tous les peuples du monde. Toutefois, il existe deux sortes de chauvinisme: un chauvinisme bénéfique constructeur





et fertile, et un chauvinisme néfaste, destructeur et stérile... Bien que le peuple iranien ne soit pas exempt de ces deux sortes de chauvinisme, je crois qu'il demeure l'un des rares peuples à avoir su canaliser son *«patriotisme à outrance»* et le mettre au service de ses objectifs nationaux... Loin de nourrir chez eux un sentiment de fausse autosatisfaction, le chauvinisme des Iraniens stimule leur esprit de compétition et de défi et les pousse à être plus créatifs, innovants, et productifs.

La légendaire patience iranienne

Ceux qui visitent le «Musée des tapis» à Téhéran ne peuvent que ressentir émerveillement et admiration devant le doigté et la patience des artisans qui ont produit les chefs-d'œuvre exposés qui, par l'harmonie de leurs

monde culeurs et la finesse de leurs détails, n'ont rien à envier aux tableaux des plus grands peintres du monde. C'est la patience qui semble être une qualité avérée de l'Iranien qui lui a permis d'exceller et de surpasser le reste du monde dans ce domaine. Cette qualité est devenue une deuxième nature chez l'Iranien et a imprégné les divers aspects de la vie en Iran, au point que les Iraniens se plaisent à dire que, contrairement à ce que dit le fameux proverbe, ils sont capables de *«creuser un puits avec une aiguille»*. Force est de constater que cette patience, que je qualifie de *«légendaire»*, a, à côté des divers autres facteurs, aidé l'Iran à bien gérer ses relations avec l'Occident.



Pour conclure, je voudrais souligner que l'objet de cet article n'est pas de faire l'éloge de l'Iran, car je ne pense pas que l'Iran ait besoin d'éloge. Mon objectif est d'attirer l'attention sur deux faits: Le premier est que l'expérience iranienne a des aspects qu'il est utile d'explorer et, le cas échéant, d'en tirer profit. Le second est qu'il est nécessaire pour les Arabes, qui sont avides d'imiter les Occidentaux, de ne pas déroger à leurs habitudes et de suivre l'exemple des pays de l'ouest qui ont changé leur vision et leur attitude à l'égard de l'Iran. Le maintien du statu quo actuel n'est plus raisonnable, en particulier en ce moment où se multiplient les tentatives d'attiser les feux de la guerre entre sunnites et chiites...

Il sera, donc, sage que les Arabes et les Iraniens le comprennent et fassent tout leur possible pour que leurs relations futures évoluent dans le bon sens, et ce en admettant qu'elles soient fondées, non pas sur la défaite de l'une ou de l'autre partie, mais sur une logique de gagnant/gagnant qui sera avantageuse pour eux, et pour l'ensemble de la région du Moyen-Orient, longuement meurtrie par les guerres cruelles et les conflits sanglants et destructeurs.

M.I.I





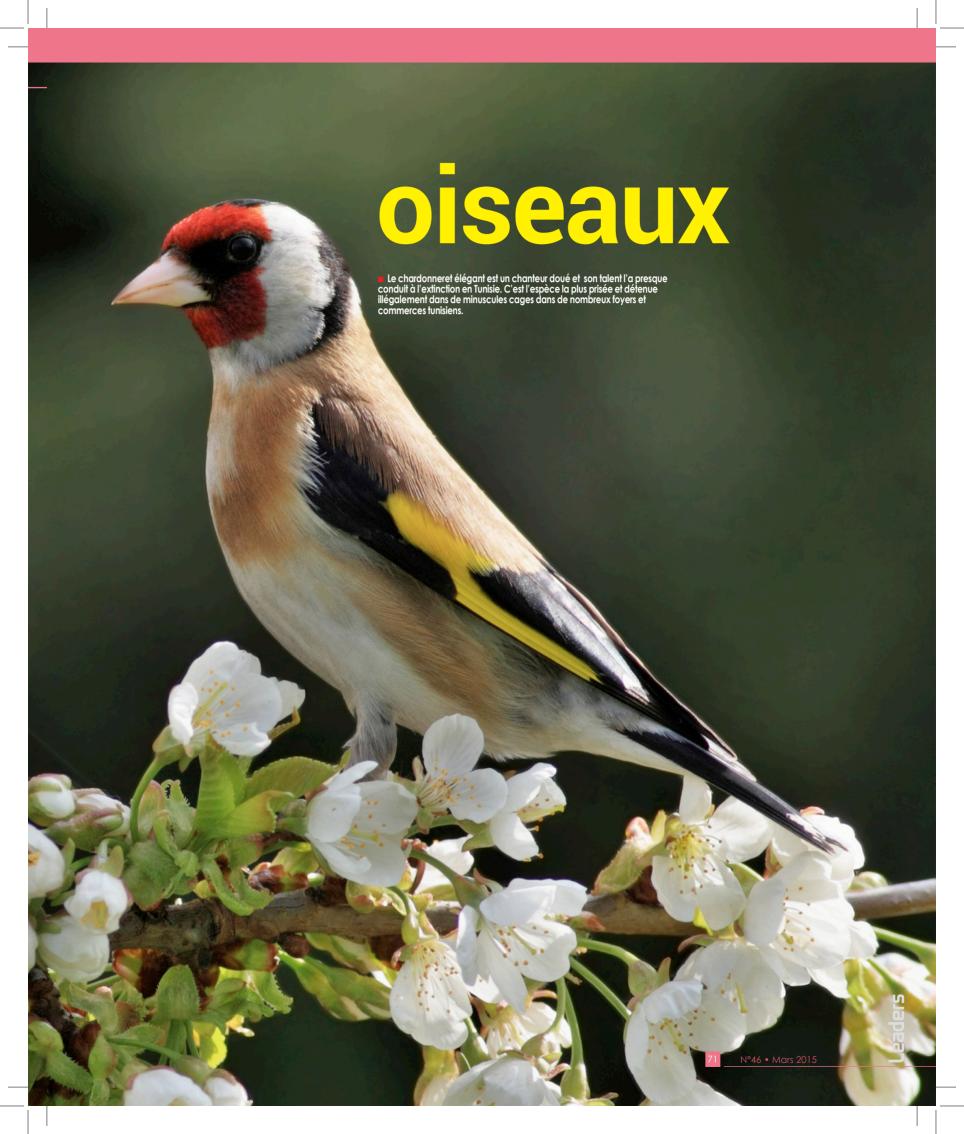




Ces merveilleux à observer...à protéger

Richesse exceptionnelle, l'avifaune de la Tunisie se distingue par une grande originalité, une large variété et des espèces très rares. Un patrimoine précieux constitué d'une véritable mosaïque de près de 400 espèces dûment répertoriées qui font le bonheur des amis des oiseaux et des chercheurs en ornithologie.

Comme tout trésor, les convoitises pour s'en emparer sont fortes, faisant ainsi peser, par le braconnage, la capture et la détention illégale, de graves menaces. Les moyens sont réduits, mais la bonne volonté des pouvoirs publics ne manque pas tant à la Direction générale des forêts qui relève du ministère de l'Agriculture qu'au sein des organismes en charge de l'environnement et des zones humides. Mais, c'est la société civile, et essentiellement l'Association «Les Amis des Oiseaux» (AAO), qui s'impose en sentinelle et protecteur, cultivant la passion de l'avifaune, entreprenant sur le terrain des travaux de grande utilité, prêtant soutien aux chercheurs. Voyage au cœur d'un univers merveilleux pour admirer ces magnifiques espèces, comprendre les menaces qui les guettent, mieux connaître l'AAO et ses équipes. A l'orée du printemps, c'est une invitation à renouer avec la nature et tout ce qu'elle nous offre de sublime dans cette exceptionnelle Tunisie.



algré sa petite taille, comparée à celles des autres pays de la région, la Tunisie fait exception pour ce qui concerne son avifaune, et ce par la richesse spécifique et les effectifs importants d'oiseaux à observer durant toute l'année. Cette exception n'est pas un hasard, mais la Tunisie la doit surtout à son emplacement stratégique entre l'Eurasie et l'Afrique ainsi qu'à la diversité de ses milieux naturels.

L'avifaune du pays présente une grande originalité puisque, mises à part quelques espèces pélagiques cosmopolites, elle est constituée d'un noyau très important d'espèces paléarctiques sédentaires, et quelques espèces endémiques et d'espèces d'origine africaine. Cette magnifique mosaïque a permis de dresser une liste de 395 espèces différentes (245 nonpassériformes et 151 passériformes).

Parmi ceux-ci on peut distinguer 174 espèces de nicheurs certains (ou très probables), 8 espèces de nicheurs possibles au statut imprécis et 19 espèces de nicheurs disparus (ou considérées comme telles). Cette dernière catégorie concerne surtout des espèces disparues depuis la fin du 19e siècle à cause de la

■ Une des rares espèces dont la population est en croissance depuis une dizaine d'années, le héron garde-bœufs peut être vu toute l'année au Nord et au Centre de la Tunisie. Entre septembre et mars, les effectifs sont «alimentés» par des hivernants venant de l'Eurasie.



persécution ou des modifications de l'habitat, comme le vautour fauve, le vautour oricou, le gypaète barbu, la pygargue à queue blanche, la demoiselle de Numidie, etc.

Au total, 156 espèces migratrices (oiseaux de passage et/ou hivernants / estivants) sont connues ainsi que 38 espèces accidentelles (oiseaux qui sont vus nettement en dehors de leur aire de répartition habituelle) et exceptionnelles. Parmi les accidentels, on peut citer le bécasseau rousset (espèce nordaméricaine), le vanneau à queue blanche (espèce asiatique), le tantale ibis (espèce africaine) et le gobe-mouche nain.



Où voir les oiseaux en Tunisie?

Partout à travers le pays, les amis des oiseaux trouvent leur bonheur en espèces à observer. A chaque zone sa richesse : les milieux insulaires, les zones humides, le littoral, les massifs montagneux, les forêts et les régions désertiques.

Les milieux insulaires : parmi la dizaine d'archipels et d'îles que compte la Tunisie, il faut surtout signaler l'île de Zembra, qui abrite la plus grande colonie de puffins cendrés en Méditerranée, et l'archipel de La Galite qui accueille encore quelques espèces typiquement insulaires telles que le goéland d'Audouin et le faucon d'Eléonore.

Les zones humides: le Lac Ichkeul est l'une des zones humides naturelles les plus intéressantes de Tunisie. Ce lac d'eau douce, caractérisé par sa connexion à la Lagune de Bizerte et la double alternance de son système hydrologique, est surtout connu pour l'hivernage des oiseaux d'eau, notamment les foulques macroules, les oies cendrées et diverses espèces de canards (canard siffleur, canard pilet, canard souchet, fuligule milouin, etc). Les salines de Thyna, une zone humide façonnée par l'homme, offrent une richesse d'oiseaux d'eau exceptionnelle, surtout pour les différentes espèces de limicoles, hérons, goélands, mouettes, sternes, etc. ainsi que les spatules blanches et les flamants roses.

Le littoral : l'ensemble du golfe de Gabès est intéressant pour les échassiers et les goélands, du fait des grandes vasières qui se dégagent à marée basse fournissant aux oiseaux une source alimentaire presque inépuisable.

Les massifs montagneux: la Dorsale tunisienne, notamment les djebels Ressas, Zaghouan, Fkirine, Ouesselat, Bargou, etc., est le domaine des rapaces et au printemps, une douzaine d'espèces peut être observée. Les montagnes de la région de Kasserine, jadis le Parc national du djebel Chaâmbi, ainsi que les djebels Selloum, Mhrila et Semmama, sont couverts de forêts de pin d'Alep et abritent des espèces particulières comme l'épervier d'Europe, le bec-croisé, etc. Les montagnes du Sud, telles que les djebels Orbata, Biada, Bou Hedma et Dahar, sont remarquables pour leur peuplement en rapaces et en passereaux désertiques.

Les forêts: une quinzaine d'espèces est strictement localisée dans la Kroumirie et les Mogods parmi lesquelles on peut citer les pics, le geai, le grimpereau, certaines mésanges et pouillots, etc.

Les régions désertiques: partant des pourtours des grands chotts dans les gouvernorats de Gabès, Médenine, Tozeur et Kebili jusqu'à l'intérieur du Grand Erg, on y trouve une vingtaine d'espèces inféodées à ces zones arides, surtout des passereaux comme le moineau blanc, les alouettes et traquets, etc.





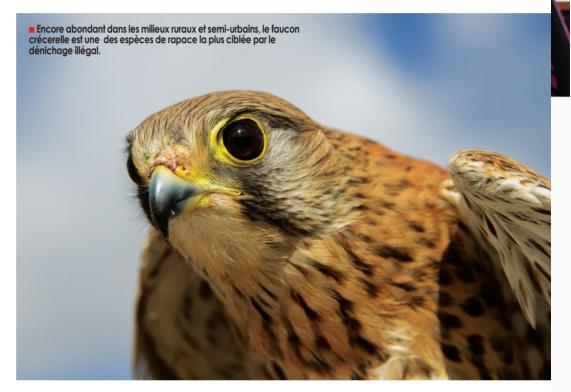
équilibre naturel était maintenu parce que les chasseurs n'étaient pas nombreux et la pratique de la chasse n'était pas facile du fait de l'utilisation de lances ou de flèches ainsi que de l'énergie considérable fournie pour débusquer l'animal. Cette chasse n'avait aucune incidence sur les populations d'oiseaux qui parvenaient à se régénérer facilement.

Mais la donne a complètement changé à l'époque coloniale qui a vu l'introduction d'armes à feu modernes utilisées par les chasseurs, et l'hécatombe a commencé aussitôt. L'autruche d'Afrique du Nord (le plus grand oiseau vivant sur terre) et les grands mammifères ont totalement disparu de notre pays au cours de la première moitié du 20e siècle. Les grands vautours (vautours fauves, vautours oricous, et les gypaètes barbus) ne sont plus présents depuis la raréfaction de carcasses d'animaux leur servant de nourriture. Le rythme des disparitions des espèces d'oiseaux a quelque peu ralenti après l'indépendance de la Tunisie, mais la situation demeure préoccupante malgré l'amélioration constante de la législation en matière de chasse. Ce sont le contrôle et l'application des lois qui restent faibles et inadaptés à la situation préoccupante de la faune.

En même temps, de nouvelles menaces sont apparues avec la dégradation et la disparition des habitats dues à l'expansion des terres agricoles, l'assèchement des zones humides et l'urbanisation rampante. Une des réponses a été la création d'aires protégées (parcs nationaux et réserves naturelles), une autre la vigilance de la société civile, notamment l'Association « Les Amis des Oiseaux » (AAO) qui, depuis 1975, assure l'étude et le suivi constant des populations d'oiseaux de Tunisie, mène des actions de sensibilisation auprès du public, et signale tout abus aux autorités

concernées tout en proposant des améliorations de la législation de la chasse et des mesures de gestion des sites et espèces. Cette situation perdura jusqu'au déclenchement de la révolution en 2011, où le relâchement sécuritaire et la prolifération d'armes de contrebande ont entraîné une hausse considérable du braconnage et de la capture illégale d'oiseaux protégés contribuant à la quasi-disparition de certaines espèces.

remparts de Sousse et dans toutes les grandes villes. La principale victime de ce trafic est le chardonneret élégant, connu sous le nom local de *boumzaien* ou *maknine*. Cet oiseau élégant à bec court, aux riches couleurs (jaune, noir, blanc et rouge) et au chant exceptionnellement mélodieux, a vu ses effectifs chuter dramatiquement si bien qu'il est voué à une disparition totale dans notre pays si rien n'est fait pour le protéger. Plus il se raréfie, plus

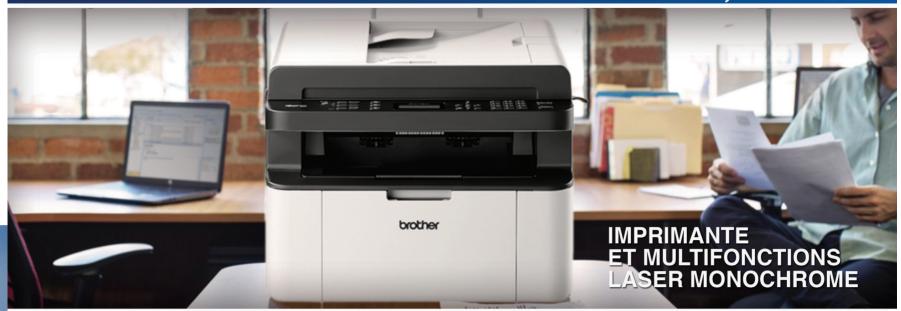


Un fléau qui perdure : la capture et la détention illégale des oiseaux sauvages

La capture et la détention illégale d'oiseaux protégés sont des fléaux qui affectent l'avifaune tunisienne. Les oiseaux chanteurs et les rapaces sont les premiers concernés. La passion des Tunisiens pour les oiseaux chanteurs a entraîné la création de toute une filière bien rodée aux contours parfois mafieux qui approvisionne les marchés hebdomadaires, comme ceux de Moncef Bey à Tunis, Bab Jebli à Sfax, sous les

son prix grimpe. D'où le piégeage qui s'intensifie même dans les localités les plus reculées. La raréfaction du chardonneret a conduit les trafiquants à se rabattre sur d'autres espèces d'oiseaux chanteurs comme le serin cini, le Verdier d'Europe, le pinson des arbres, la linotte mélodieuse et le roselin gittagine. Les effectifs de ses espèces commencent à leur tour à diminuer. D'autre part, un trafic florissant d'oiseaux chanteurs, surtout de chardonnerets et de serins, s'est établi de l'Algérie, et probablement même du Maroc et de la Libye, vers la Tunisie. Ainsi, ces dernières

brother at your side



A CHAQUE BESOIN, UN MODÈLE QUI VOUS CONVIENT

HL-1112A



IMRIMANTE LASER MONOCHROME

- Impression jusqu'à 20 ppm
- Résolution d'impression jusqu'à 2400 x 600 dpi
- Capacité papier: 150 feuilles
- Connectivité USB 2.0
- Tonner inclu: 1000 pages



DCP-1512A



IMPRIMANTE MULTIFONCTION 3 EN-1 LASER MONOCHROME

- Impression jusqu'à 20 ppm
- Résolution d'impression jusqu'à 2400 x 600 dpi
- Capacité papier: 150 feuilles
- Connectivité USB 2.0
- Fonction "Scan vers" E-mail, image ou fichier
- Tonner inclu: 1000 pages





MFC-1810



IMPRIMANTE MULTIFONCTION 4 EN-1 LASER MONOCHROME

- Impression jusqu'à 20 ppm
- Résolution d'impression jusqu'à 2400 x 600 dpi
- Capacité papier: 150 feuilles
- Connectivité USB 2.0
- Fonction "Scan vers" E-mail, image ou fichier
- Chargeur de documents de 10 feuilles
- Tonner inclu: 700 pages













Tunis: 71 862 599 Poste 463
 Sfax: 74 415 556
 Sahline: 73 527 394



■ Présent au Sud tunisien, le courvite isabelle est un limicole parfaitement adapté à la vie dans les milieux arides et désertiques. Dans son habitat naturel, son plumage lui offre un parfait camouflage.



معدات الفنادق و اللوازم المنزلية و الصناعية Les Biens d'Equipements Hôteliers Hotels & Restaurants General Supplies

La diversité en toute qualité

BUANDERIE







EQUIPEMENT DE CUISINE



















131, Les jardins du Lac 1053 Tunis - TUNISIE Tél. : (+216) 71 196 960 - FAX : (+216) 71 196 934



■ ■ années, quelques actions spectaculaires de confiscations ont pu être menées par les autorités compétentes tunisiennes impliquant des centaines d'oiseaux, mais qui représentent seulement la partie visible de l'iceberg si on regarde bien la quantité des oiseaux qui continuent à arriver sur les marchés et les sites de petites annonces sur l'Internet.

Les rapaces sont pour la plupart prélevés de leur nid ou capturés jeunes. Ainsi de très nombreux faucons, buses et aigles sont chaque année vendus dans les souks et à travers des annonces sur Internet. Bien qu'ils soient protégés par la loi, qui interdit leur colportage et leur vente, les rapaces sont très prisés de certains particuliers qui en font des oiseaux de prestige, et les exposent le plus souvent







devant leur commerce ou leur maison. D'autres les utilisent dans les zones touristiques pour des photos (payantes) avec les touristes.

Le piégeage illégal d'autres espèces est aussi pratiqué dans des proportions alarmantes dans les oasis du Sud tunisien. Il touche en premier lieu les passereaux migrateurs lors de leur passage au printemps. Ces oiseaux arrivent exténués après leur longue et harassante traversée du Sahara. Obligés de se reposer et se ravitailler, ils passent en général quelques jours dans les oasis pour reconstituer leurs réserves de graisse afin de pouvoir continuer leur migration vers le Nord tunisien et l'Europe. A leur grand malheur, toutes sortes de pièges les attendent à leur arrivée sous les buissons et palmiers, et des dizaines de milliers

d'oiseaux sont ainsi capturés chaque année. Les piégeurs, en général des enfants et des adolescents, passent en moyenne entre 15 et 90 jours à pratiquer ce « hobby ». De nombreuses espèces sont visées par cette pratique, mais les principales victimes en sont les fauvettes, les rouges-queues, les tariers, les bergeronnettes, les pies-grièches et les agrobates roux.

Le braconnage au fusil: la première cause de la raréfaction des espèces d'oiseaux chassables

En Tunisie, comme ailleurs, plusieurs espèces d'oiseaux sont considérées comme du gibier. Ces espèces peuvent ainsi être chassées pendant certaines périodes et en respectant des conditions précises, fixées par la loi et notamment

par l'arrêté annuel de la chasse. Parmi ces conditions, on trouve des indications sur les jours ouverts pour les différentes espèces de gibier, les méthodes et moyens de chasse permis/interdits, les permis nécessaires, la limitation du prélèvement, les espèces spécialement protégées, les zones interdites à la chasse, etc. Malgré des dispositions très claires et l'évidence de la raréfaction, surtout du gibier sédentaire, des Tunisiens et des étrangers s'adonnent à la chasse illégale. Le braconnage local, pratiqué en toute période de l'année, concerne la perdrix gambra, les tourterelles et pigeons dans les zones boisées et de plus en plus aussi les oiseaux d'eau hivernants et sédentaires dans les zones humides. Les braconniers sont soit des habitants des zones rurales qui utilisent leurs camionnettes de jour ou de nuit, soit des gens ■■■



■ Jadis présente des plaines de Kairouan jusqu'à l'extrême sud de la Tunisie, l'outarde houbara, espèce emblématique et vénérée, a été repoussée par la persécution et la transformation de son habitat aux limites sud de son aire de répartition en Tunisie.





••• fortunés avec de gros véhicules 4x4 qui leur permettent de traquer les oiseaux même dans les zones les plus reculées et les plus impraticables. Il n'est pas rare que ces braconniers publient les photos de leurs virées meurtrières sur l'Internet, notamment Facebook,

où on les voit s'exhiber avec des dizaines, voire des centaines d'oiseaux abattus, preuve, selon eux, de leur «talent» en matière de chasse. Des scènes qu'on croyait révolues depuis une vingtaine d'années s'étalent ainsi de nouveau devant les yeux de tout le monde sans

pour autant provoquer de vagues, sauf parmi les écologistes convaincus : des centaines de grues, flamants, tadornes, etc. abattus par des gens qui n'ont très visiblement nullement besoin de ces sources de protéines animales.

Ce qui a par contre attiré le plus l'intérêt des Tunisiens est le phénomène des «émirs braconniers» qui est apparu en Tunisie à la fin des années 80. Jusquelà, notre pays était épargné par ce désastre, car les autorités, sous le président Habib Bourguiba, refusaient systématiquement la venue des fauconniers saoudiens qui souhaitaient chasser l'outarde houbara. Ces mêmes émirs avaient auparavant exterminé cette espèce dans la péninsule arabique. Chez eux, la chasse au faucon est considérée comme une tradition princière, et leur prestige se mesure au nombre de faucons et de véhicules qui accompagnent leurs expéditions. Si l'outarde houbara les intéresse particulièrement, c'est parce qu'ils croient que le cœur et le foie de cette espèce ont des propriétés aphrodisiaques...un «Viagra» naturel en quelque sorte. C'est pourquoi ■■■



■■ ces émirs, oisifs pour la plupart, ont consacré beaucoup de leur temps à organiser des expéditions dans les pays susceptibles d'abriter l'outarde houbara (comme le Pakistan ou certains pays du Sahel), anéantissant au passage les populations de cet oiseau et bien d'autres espèces. La Tunisie leur a été ouverte après la chute du président Bourguiba, et ce sont les émirs saoudiens qui ont ravagé le Sud tunisien pendant plus de deux décennies. Leurs expéditions sont soigneusement préparées : des Tunisiens repèrent en premier lieu les zones propices, puis les émirs débarquent et ratissent le désert avec de gros véhicules 4x4, chassant l'outarde et le

faucon, et tirant, au passage, sur tout ce qui bouge. Gazelles, lièvres, renards, fennecs, fouette-queues sont les victimes collatérales de ces virées. Certaines parties des animaux chassés sont stockées dans des congélateurs mobiles, et sont destinées à être offertes à des notables, une fois de retour chez eux. La chasse dure plusieurs mois, et à chaque fois, plusieurs centaines, voire des milliers d'animaux sahariens, sont exterminés, alors que la plupart sont protégés par la loi. Après la révolution, les émirs qataris (et certains Tunisiens) ont pris la place des Saoudiens, et tout laisse penser que le massacre a repris de plus belle et les autorités tunisiennes tardent à faire le nécessaire pour arrêter ce massacre. Ce type de braconnage a conduit la population d'outardes houbaras en Tunisie au bord de l'extinction.

Pour résumer : plusieurs centaines de milliers d'oiseaux sont chaque année victimes d'actions illégales conduisant à leur prélèvement du milieu naturel ou à leur mort. Ce chiffre s'ajoute au nombre d'oiseaux tués légalement dans le cadre de la chasse réglementée, ce qui compromet sérieusement toute tentative d'une gestion rationnelle et durable de cette ressource naturelle en Tunisie et porte préjudice à son développement durable.









www.sopal.com

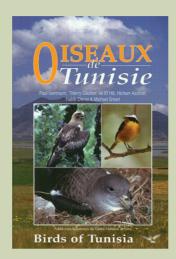
Route de Gabés Km 1,5 - 3003 Sfax-TUNISIE Tél.: +216 74 46 89 00 - Fax:74 46 82 18 E-mail: ventes@sopal.com



Une publication inégalée : *Oiseaux de Tunisie - Birds of Tunisia*

L'Association «Les Amis des Oiseaux» (AAO) a copublié en 2005 le livre Oiseaux de Tunisie - Birds of Tunisia qui a fait l'événement aussi bien en Tunisie qu'à l'échelle internationale. Cet ouvrage, très attendu depuis la dernière mise à jour de l'inventaire des espèces en 1979 réalisée par les Danois Thomsen et Jacobsen, a vu pour la première fois une contribution très forte des compétences d'ornithologues tunisiens membres de l'association. L'ouvrage est bilingue (français-anglais) et compte 432 pages, 200 photographies (dont 80 % réalisés en Tunisie par des photographes animaliers tunisiens) et 150 cartes de répartition d'espèces. Ce livre donne de nombreuses informations telles que les statuts, les habitats, la phénologie de présence, les périodes de migration et la

période de reproduction des espèces observées en Tunisie. Il contient également des informations géographiques et sur les paysages et les zones bioclimatiques de la Tunisie ainsi que sur l'importance du pays dans le système migratoire



entre l'Eurasie et l'Afrique, de même qu'en Méditerranée. Une analyse de l'avifaune nicheuse est également proposée. Une bibliographie exhaustive et un index des noms géographiques complètent l'ouvrage.

L'importance de la publication de ce livre réside dans le fait qu'il est accessible à toute sorte de public, qu'il soit simple curieux de la nature, guide écologique, étudiant ou scientifique chevronné, et c'est un outil de premier ordre servant à la promotion de l'écotourisme en général, et du «Birdwatching» en particulier.

Oiseaux de Tunisie - Birds of Tunisia est en vente au local de l'AAOC Ariana Center, Bureau C 208/209, 2080 Ariana.

Tel.: +216 71 717 860 - E-mail: aaoc@topnet.tn



ATLLEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois.









Renforçant sa réussite industrielle et commerciale..... SANIMED Parie sur le futur

www.sanimed.com.tn

SANIMED sera présente du 10 au 14 mars 2015 au Salon ISH à Frankfort.



Route de Gremda Km 10.5 Sfax, TUNISIE Tél.: +216 74 658 777 / Fax: +216 74 658 822 E-mail: info@sanimed.com.tn www.sanimed.com.tn





Hichem Azafzaf Une vie pour les oiseaux



Au deuxième étage de cet immeuble du centre-ville de l'Ariana, de petits bureaux vous réservent une agréable surprise. Une équipe réduite de passionnés assure une grande mission dans la discrétion et l'efficacité. C'est ici qu'est niché le siège de l'Association «Les Amis des Oiseaux».

ondée en mai 1975 par Habib Bourguiba Jr qui était resté à sa tête jusqu'en 1989, elle lui doit beaucoup, comme à son successeur et cofondateur, le Pr Ali Hili, ancien doyen de la faculté des Sciences de Tunis, décédé en 2013. La relève est assurée par les jeunes qu'ils ont formés et au premier rang, on trouve Mourad Amari qui fut son président de 2007 à 2011 et son actuel président Hichem Azafzaf (50 ans), son épouse Claudia et nombre de jeunes. Ambiance studieuse, mais loin de tout stress.

Féru de nature et amoureux des sciences, Hichem, alors jeune technicien en électricité à la Steg, était attiré par l'Association Jeunes Sciences qui avait son siège dans les locaux de l'ancienne Foire de Tunis, avenue Mohamed-V. Le lac de Tunis n'était pas alors aménagé et il suffisait de traverser la voie pour aller admirer les flamants roses et les oiseaux qui avaient élu domicile sur les berges et survolaient le lac. La passion est née pour s'intensifier d'année en année.

Pour Hichem, ce sera sa vie, sa mission, son combat, sa raison d'être. Du reste, il fera la connaissance de son épouse lors d'un camp d'observation d'oiseaux migrateurs. Participant à un programme d'échange entre la Tunisie et l'Allemagne, elle était venue à Haouaria en 1990. Le

coup de foudre fut total : Hichem ira en Allemagne, puis se mariera en 1994. Claudia partage depuis lors sa vie et sa passion. Son apport est précieux.

Sur tous les fronts

L'Association les Amis des Oiseaux vit modestement, mais agit utilement. Elle compte près de 400 adhérents, s'appuie sur des sections actives au Cap Bon, Sfax et Gabès et ne bénéficie que de maigres subventions dont 3 000 D provenant du ministère de l'Agriculture. Pour mener à bien ses actions, elle ne peut compter alors que sur elle-même en se chargeant d'exécuter des projets grâce au soutien d'ONG amies et bailleurs de fonds. Les effectifs opérationnels, réduits au minimum, se composent d'un directeur exécutif et de trois permanents dont un est basé à Haouaria. Pourtant, sa mission est très large: améliorer l'état de connaissance de certaines espèces, déployer un réseau d'observateurs à travers le pays, lutter contre le braconnage, la capture et la détention illégale d'oiseaux, récupérer des oiseaux, les soigner et les remettre en liberté et conduire des études sur le terrain...

Combien d'aigles et de vautours sauvés et libérés, combien de braconniers dénoncés et combien de crimes contre l'avifaune évités? Le palmarès de l'AAO est éloquent. Il s'enrichit également par les travaux d'identification baguage, de compilation et d'analyse de données, de mise à jour des bases de données, de cartographie de populations avifaunes, d'élaboration de plans d'action et de projets de conservation et autres programmes.

Au cœur du dispositif, Hichem Azafzaf est sur tous les fronts. Il assure la liaison avec les organismes tunisiens concernés, mais aussi arabes, africains et internationaux, publie des articles indexés dans des revues spécialisées, coécrit des ouvrages rapidement devenus des références, dirige des missions

d'observation et d'identification en Libye et anime tant de réseaux. La grande passion devient érudition en la matière. Son dévouement est total à cette noble cause d'observer et de protéger les oiseaux, ce qui lui vaut une grande reconnaissance internationale.

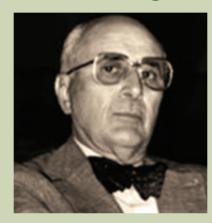
Aux origines de l'AAO: Bourguiba Jr et ses amis

«C'était en novembre 1974, avait rapporté à *Leaders* feu le Pr Ali Hili, une vague de grand froid régnait sur l'Europe, clouant sur place des dizaines de milliers d'oiseaux migrateurs en route pour leur quartier d'hiver en Afrique. C'est ainsi qu'en Suisse, des défenseurs de la nature ont recueilli des milliers d'hirondelles vouées à une mort certaine. L'un des médecins du président Habib Bourguiba contacta Bourguiba Junior pour lui demander si la Tunisie ne pouvait pas recevoir ces oiseaux acheminés sur Tunis par avion. Débarquées à l'aéroport de

l'Aouina, les hirondelles furent immédiatement relâchées sur la décharge du Kram où elles ont pu trouver en abondance des insectes volants, avant de poursuivre leur migration à travers le Sahara.

Quelques mois plus tard, le 9 mai 1975, se tenait une réunion au siège de l'Ontt au cours de laquelle était créée l'Association «Les Amis des Oiseaux», avec comme président Habib Bourguiba Junior ; Hassen Belkhodja, alors ministre de l'Agriculture, étant président d'honneur, et Mme Najet Mhiri, veuve du militant Taieb Mhiri, secrétaire générale.





Habib Bourguiba Junior a dirigé l'Association «Les Amis des Oiseaux» de 1975 à 1989. C'est lui qui avait à l'époque proposé le nom «Les Amis des Oiseaux». Mais l'association a, dès le départ, élargi son champ d'activité en s'occupant non seulement des oiseaux, mais également de l'environnement en général et plus spécialement la faune et la flore sauvages, terrestres et marines. A ce propos, il faut rappeler qu'au début des années 80, l'Agha Khan, qui possède en Sardaigne une île abritant un complexe touristique haut de gamme, est venu en Tunisie

sur son yacht. Apercevant, au moment où il abordait les côtes tunisiennes, l'île de Zembra, il en fit faire le tour et fut subjugué par sa beauté. Sitôt à quai, il contacta Bourguiba Junior pour lui déclarer: «*J'achète Zembra*».

Bourguiba Junior lui rétorqua : «La Tunisie n'est pas à vendre». Cela rappelle la réplique d'un autre grand commis de l'Etat, le regretté Hassen Belkhodja, disparu en novembre 1981. C'était en 1978. Si Hassen était alors ministre de l'Agriculture. Ayant appris que l'émir d'un riche pays du Golfe, accompagné d'une suite imposante de fauconniers et de serviteurs, avait franchi la frontière tuniso-libyenne pour chasser l'outarde houbara, oiseau rare en voie d'extinction et strictement protégé en Tunisie, il appela au téléphone le gouverneur de Médenine et à celui-ci qui lui signalait qu'il s'agissait d'un «grand émir». Si Hassen rétorqua: «Emir fi bladou» (il est émir chez lui... mais pas en Tunisie), et l'émir plia bagage et alla chasser ailleurs.

Hassen Belkhodja et Habib Bourguiba Junior étaient, chacun à sa manière, deux grands commis de l'Etat. Ils avaient en commun une grande idée de la souveraineté de la Tunisie, une souveraineté qui ne se marchande pas».

Ali Hili



Breeze Residence Have Only Positive Expectations















La Société Tuniso-Koweitienne d'el Emar

Immeuble CTKD, Lotissement Al Nakhil, Cité les pins, les berges du Lac II (prés de l'ambassade de Canada) Pour toute information, veuillez nous contacter au 94 885 794 / 98 255 725 / 71 967 123

www.stke-emar.com

ulpe

الدنياومافيها 89.4 104.4 www.facebook.com/Radio.JawharaFM 102.5 @Jawhara_FM Kairouan, Sidi Bouzid Sud de Seliana Sousse, Hammamet Nabeul www.jawharafm.net



Al-Araby TV veut supplanter Al Jazeera

Une nouvelle chaîne satellitaire sur vos écrans, est-ce une chaîne de plus parmi la multitude de l'offre télévisuelle ou est-ce une chaîne qui peut offrir le plus que beaucoup de monde attend. Avec des milliers de chaînes sur les satellites, est-ce bien raisonnable de lancer une nouvelle?













بنزرت

95.7_{FM}

صفاقس 96.2 FM

القيروان

107.0 FM illillin

تونس الكبرى 101.7_{FM}

ففصة

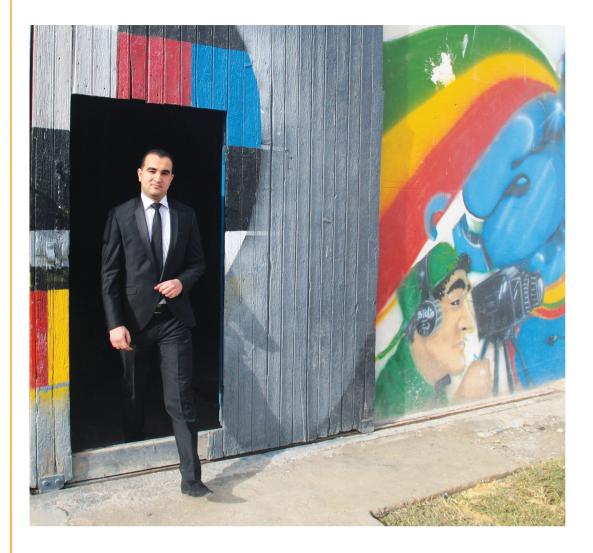
88.7_{FM}

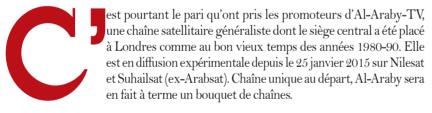
الوطن القبلي

106.5 FM

المنستير

سوسة





Dotée de capitaux du Qatar et d'Egypte, cette chaîne aurait été lancée sur les «directives» de l'Emir du Qatar, Cheikh Tamime, et sur les conseils d'Azmi Bichara, ancien député arabe palestinien à la Knesset israélienne, en vue de contrer «l'animosité» que suscite désormais la chaîne qatarie Al-Jazeera parmi les téléspectateurs arabes, selon le site «arabianbusiness.com». Cette chaîne est dirigée par l'Egyptien Ahmed Zine, un ancien d'Al-Jazeera-Mubasher-Misr. Le président de son conseil d'administration est aussi un Egyptien, Islam Lotfi. Dès son lancement, elle s'est dotée de bureaux, huit au départ (à Sanaa, Bagdad, Istanbul, Washington, Palestine, Londres, Beyrouth et Tunis). Il est prévu que les deux derniers deviennent des bureaux régionaux, l'un pour le Moyen-Orient, l'autre pour le Maghreb arabe.









Mobilier de Bureaux



ÊTES SUR Tél: 72 279 188 ÉCOUTE VOUS

Fax: 72 279 177

Mobile: 28 222 601

E-mail: commercial@capradio.tn



■■Le directeur du bureau de Tunis, M. Alaeddine Zaatour, est déjà à pied d'œuvre. Jeune journaliste tunisien, il a entamé sa carrière après un mastère de marketing et de commerce international à l'ISG dans la presse électronique avant de sauter le pas dans le journalisme télévisuel comme présentateur à la chaîne TNN dont il deviendra le rédacteur en chef. Il a déjà déniché les locaux du bureau au Centre Urbain Nord, près de la Cité des Sciences à mi-chemin entre le centre-ville et l'aéroport. Disposer des différentes autorisations n'a pas été chose aisée avec une administration qui est restée malgré tout tatillonne. C'est déjà fait, il ne reste plus qu'à doter le bureau de la fibre optique et cela ne va pas tarder. M. Zaatour, qui a déjà lancé l'émission-phare de son bureau «Magharibi» où une fois par semaine, le samedi, il fait un focus sur les questions maghrébines, politiques, économiques mais aussi les questions de société, parle de sa chaîne avec enthousiasme. Il sait que la concurrence sera rude et que dans un paysage télévisuel saturé, il ne sera pas facile de gagner sa place. Mais il sait aussi qu'Al-Araby s'est dotée de tous les moyens pour être une chaîne qui captive ses téléspectateurs. Ce sera d'abord une chaîne généraliste qui ne sera pas focalisée sur l'information quand bien même cette partie tiendrait une bonne place dans la grille des programmes. Des émissions phares ponctueront la journée. «Al-Araby Al-yaoum» sera quotidienne et évoquera les sujets qui concernent le monde arabe. «Boursat-Array» le sera aussi et traitera des différentes opinions sur les sujets d'actualité. Pour les informations, on s'en tient à des règles de conduite et de professionnalisme qui ont déjà fait leurs preuves sur les chaînes où la neutralité et l'objectivité sont les maîtres-mots, comme la BBC. Ainsi exit le terme martyr (chahid), on parlera de tués ou, tout au plus, de victimes. On ne dira pas non plus groupes terroristes mais groupes armés. On sera à égale distance de tout le monde. Ainsi en Palestine, il y aura des correspondants à Gaza, à Ramallah et à Al-Qods pour donner les différents sons de cloche.

Les journalistes de la chaîne viendront de tous les pays arabes. Il y aura des transfuges de grandes chaînes comme la BBC, France 24, Al-Jazeera et d'autres qui mettront leurs compétences au service de la nouvelle chaîne. En plus, Al-Araby sera une chaîne faite par des jeunes pour des jeunes. La moyenne d'âge de l'équipe dirigeante comme des journalistes ne dépasse guère la quarantaine, ce qui leur permet de s'adresser à la jeunesse arabe, un auditoire important.

M.Zaatour a l'ambition de faire du bureau de Tunis une plaque tournante sur tout le Maghreb. Déjà il alimente quotidiennement la chaîne d'informations sur la Tunisie. Son émission hebdomadaire «Magharibi» commence à être connue et appréciée. Il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. De 8 personnes actuellement, son bureau, qui ne date que de juillet 2014, verra son effectif plus que doubler d'ici peu avec le renfort de Tunisiens, mais aussi d'Algériens et pourquoi pas d'autres nationaux des autres pays du Maghreb. Il fourmille d'idées: il prévoit la production de documentaires mais aussi la diffusion de fictions dans les dialectes maghrébins avec, si nécessaire, l'incrustation de la traduction en arabe littéral pour familiariser les autres téléspectateurs avec le parler tunisien, marocain ou algérien. Il est satisfait que la programmation sportive de la chaîne soit faite à partir du bureau de Tunis. Une responsabilité qu'il mesure à sa juste valeur. Pour lui, compte tenu des atouts dont dispose la Tunisie (liberté de presse et d'expression, ouverture sur les nouveautés technologiques et compétences humaines avérées), sa réussite ne fait pas de doute. La concurrence ne manquera pas pour captiver et fidéliser des téléspectateurs plutôt enclins au zapping. Mais la tâche ne semble pas impossible à celui dont la devise est : «Pouvoir c'est vouloir». Et Alaeddine Zaatour ne semble pas manquer de volonté.



www.interieurs.com.tn

Tunisie -Hydrothérapie Une histoire d'eau ...

Entre la Tunisie et l'hydrothérapie, il existe une longue relation. Elle remonte à des millénaires. Surfant sur un littoral de plus de mille kilomètres et renfermant dans ses entrailles montagneuses aussi bien que ses espaces steppiques et sahariens des ressources hydriques inestimables, le pays évolue dans une confluence méditerranéenne privilégiée. Le savoir des pères de la médecine antique (du Grec Hippocrate au Romain Gallien) y trouvèrent résonance auprès de nos ancêtres gétules, berbères, subsahariens et autres.







est qu'utilisée à bon escient, l'eau—source primordiale—préserve et transforme la vie. Autant que les autres éléments (air, terre et feu) qu'offre généreusement Dame nature aux espèces : animale, végétale et minérale.

Alors que l'Office national du thermalisme et d'hydrothérapie(Onth) célébrera en juin prochain son 40e anniversaire, les ressources hydriques n'ont pas cessé de dévoiler leur secret sur le double plan préventif et curatif et n'auront jamais été aussi malmenés. Stress, contraintes du mode socioprofessionnel, fatigue, fast-foodisation des bedaines, pollution sonore et environnementale et accélération du factuel, sans cesse déprimant...Bref, une course contre la montre (biologique) aux conséquences indubitablement désastreuses pour la santé mentale et physique des bipèdes terriens.

Que faire?

Il faudrait apprendre à marquer des pauses et réfléchir sur la courbe exponentielle d'actes médicaux, d'AVC, Docteur Hakim, une alternative soft et à moindre coût existe, du moins pour des distorsions qui ne nécessitent pas une intervention plus sophistiquée. Eurêka: il s'agit de l'hydrothérapie. Avec le thermalisme, la thalassothérapie et les spas, la Tunisie offre une gamme variée de cures aux bienfaits inestimables et non moins estimables sur l'esprit et le corps.

De nos jours, la Tunisie occupe –après la France–la deuxième position mondiale dans le secteur de la thalassothérapie. En matière de thermalisme, elle ambitionne de talonner la Suisse, trônant –à juste titre– en pole position. Dans



leur envergure touristique et développementale. Et pour cause.

A l'ère de l'homo-cyber, plus que jamais l'humeur et le corps de l'homme d'ordonnances délivrées pour acquérir tranquillisants et autres antidépresseurs faisant de nos pharmacies l'espace public le plus achalandé après les hypermarchésSans vouloir la jouer au fameux une vision prospectiviste, l'ambition semble placer la barre plus haut . Elaborée par l'Onth, une stratégie –à court terme—s'articule autour des axes suivants:



Retrouvez forme et beauté au naturel



Thalassothérapie

Hammamet

www.laico-hammamet.com reservations@laico-hammamet.com Tél.: 72 240 666



www.hydrotherapie.tn



Visitez Le Portail de L'hydrothérapie











d'analyses



centre



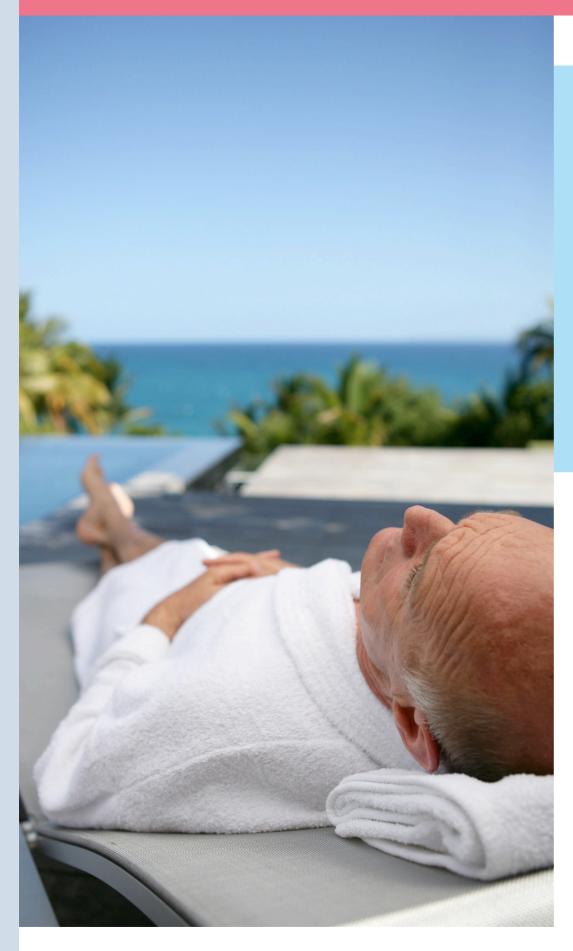
Réservez Votre Cure partout en Tunisie

Suivez En Temps Réel Votre Projet Votre Centre Vos Analyses



Retrouvez Tous les Bienfaits de l'eau Découvrez toute l'Histoire de l'Hydrothérapie





Thalasso...

Le thermalisme est fondé sur l'utilisation des eaux thermales chaudes à des fins thérapeutiques. Il se pratique dans une station et des hammams thermaux sous surveillance médicale. La thalassothérapie (du grec thalassa, mer) a recours aux bienfaits de l'eau et du milieu marin à des fins préventives et curatives. Elle se pratique dans des centres agréés selon des dispositions drastiques définies par le décret no 2011-52 datant du 6 juin 2011, lequel amende et complète la loi de 1975 portant création de l'Office du thermalisme. Ces centres offrent plusieurs prestations dont l'algothérapie, la spamothérapie, l'héliothérapie...Finalité: une prise en charge globale psychosomatique. Les spas (du latin sanitas per acqua-(la santé par l'eau) utilisent l'eau douce à des fins de réadaptation motrice, de remise en forme et de détente. A noter que les cures de thermalisme sont prises en charge-selon certaines modalités-par la Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie)

- l'inscription et la valorisation du thermalisme dans les projets de développement régional
- la distinction du produit hydrothérapeutique (curatif) du produit touristique (de loisirs)
- la conformation et l'accréditation des centres nationaux aux normes internationales
- le renforcement du volet de la communication et du marketing ciblé
- l'assistance technique aux professionnels et la consolidation de la formation et de la recherche scientifique
- l'agrément de nouveaux projets générateurs d'emploi et la rénovation des installations existantes dans les gouvernorats de Kasserine, Ben Arous, Nabeul, Siliana, Kairouan et ailleurs.

La Tunisie entend ainsi bénir son eau bénite. Pour que se perpétue l'aventure Jouvence. Pour paraphraser Saint Augustin, l'enfant de cette terre, si la beauté du corps était l'âme, la beauté de l'âme serait d'eau.

Habib Ofakhri

Rzig Oueslati,

DG de l'Office national du thermalisme et d'hydrothérapie

Les Russes arrivent

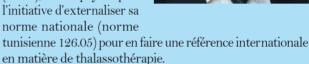
Bien qu'il soit une pratique ancestrale, le thermalisme consistait à faire usage des eaux thermales chaudes à des fins thérapeutiques et de relaxation. L'hydrothérapie a ensuite englobé un éventail plus large. Il se décline, désormais, en trois dimensions : cures thermales, cures thalassothérapeutiques et cures spas.

Ces dimensions constituent une composante économique où s'activent le secteur public et celui privé participant au développement régional et à la diversification des services et des produits touristiques. Les quatre stations thermales et cinquante hammams thermaux drainent chaque année plus de 3 millions de visiteurs locaux et maghrébins. Les spas (ndlr: santé par l'eau) au nombre de 100 centres utilisent l'eau douce à des fins de détente et de mise ou remise en forme.

Qu'en est-il précisément de la thalassothérapie?

Pour rappel, le premier centre d'usage des eaux et du milieu marin à des fins thérapeutiques remonte à 1994. A présent, on compte 59 centres implantés sur l'ensemble du littoral national, totalisant une moyenne de 150.000 visiteurs par an, en majorité étrangers. Ces centres sont régis par un cahier des charges pointu (en matière d'équipement-personnel, confort, hygiène et sécurité ...), ce qui a permis à la Tunisie

d'être classée en 2e position mondiale dans ce segment. Etant par ailleurs viceprésident de la Fédération internationale mondiale du thermalisme et du climatisme (Fmtc), notre pays a pris l'initiative d'externaliser sa norme nationale (norme



Et la part du client tunisien dans tout ça?

Secteur stratégique et à forte rentabilité, l'hydrothérapie dans ses dimensions thermale et spa est accessible aux Tunisiens. Toutefois, et compte tenu de l'établissement des centres de thalasso dans des hôtels haut de gamme, ils ne sont accessibles qu'à environ 5 pour cent de la clientèle locale. L'objectif étant de trouver une formule qui dissocie le produit hydrothérapeutique du produit touristique de séjour. A cet égard, l'Onth œuvre de concert avec les professionnels du secteur pour qu'un package modéré soit accordé aux mutuelles, clubs et associations des entreprises nationales. Cela dit, en termes de rapport qualité-prix, le site tunisien est le plus performant et le plus apprécié. A ce titre, des cosmonautes russes habilités à de missions spatiales viennent prendre le plein ou se ressourcer à la thalasso tunisienne. Et l'on table sur l'accueil au cours de l'année entre 200 000 et 300.000 Russes. Evidemment pas tous voyageurs de... l'espace.

Entretien conduit par H.O.



découvrir l'infini... se ressourcer...

RIU IMPERIAL MARHABA

Thalasso & Spa

TUNISIE



www.imperial-marhaba.tn



Jinène El Kantaoui, 4089 Hammam Sousse - TUNISIE Tél. : (+216) 73 347 176 - Fax : (+216) 73 246 377



Un Nouvel art de vivre? Allez-y, plongez...











- ★ Piscine privée
- ★ Piscine publique
- ★ Rénovation des piscines
- ★ Vente et installation SPA
- ★ Structure en Béton Armé
- ★ Filtration sans Local Technique
- ★ Toutes Formes, toutes Dimensions



N'hesitez pas à demander une visite technique sans aucun engagement de votre part.

28, Av. Abdelaziz AL Saoud Manar II 2092 Tél.: 71.875.299 / 71.875.298 - Fax: 71.875.297

Email: desjoyaux.tn@topnet.tn

www.desjoyaux.com

Distributeur exclusif en Tunisie





Abdelkader Zghal, sociologue des mutations

bdelkader Zghal vient de nous quitter, à l'âge de 84 ans environ. Sa disparition constitue une perte pour les sciences sociales du Maghreb et du Moyen-Orient d'autant que sa carrière de chercheur s'étale sur plus d'un demi-siècle d'investigations, empiriques et théoriques, effectuées pour l'essentiel au sein du Ceres (Centre d'études et de recherches économiques et sociales) où il était, avant son départ à la retraite, directeur du département de sociologie.

Ce qui le distinguait était à la fois une démarche analytique tournée vers les débats scientifiques, une capacité d'écoute de l'Autre et l'usage continuel des mots d'esprit. Il proposait, avec acuité, finesse et distanciation, des réponses aux questions fondamentales posées, du début des années 1960 jusqu'à la fin des années 1980, au sein de la *Revue Tunisienne des Sciences Sociales* (RTSS), quand le Ceres était à la pointe de la recherche pluridisciplinaire (sociologie, psychologie, économie, histoire, démographie et linguistique).

Durant cette période, les débats de société et de recherche portaient, tour à tour, sur la paysannerie et la sédentarisation, le système coopératif et la réforme agraire, le nationalisme et la construction de l'Etat, la mémoire nationale, la jeunesse, le féminisme, la violence et l'islamisme.

La trame de fond était constituée par les rapports entre Etat, histoire et société perçus dans une perspective sociologique axée sur les mutations qui affectent les relations sociales et culturelles, en propulsant les dynamiques de changement, au travers du processus de modernisation étatique et des mouvements sociaux structurés par le politique et l'idéologique. Il en était ainsi, selon les contextes historiques, du nationalisme puis du féminisme et enfin de l'islamisme qui se sont relayés ici, comme dans le reste du monde musulman, selon des logiques de continuité et de rupture.

Le propre des mutations sociales et historiques est de drainer des changements en profondeur, selon des rythmes rapides et accélérés. Tel fut le cas de la Tunisie contemporaine qui connut, en un laps de temps relativement court, correspondant à une ou deux générations, des transformations substantielles de ses structures démographiques, familiales, éducatives, économiques et culturelles. Interpellé en tant que sociologue, Zghal prenait soin d'ajuster ses angles d'analyse et de sélectionner ses outils en vue de trouver la posture appropriée permettant de comprendre et d'expliquer les phénomènes étudiés. Il n'était pas prisonnier d'une théorie précise, malgré l'attrait qu'il eut pour les approches de Marx et de Gramsci, puis de Weber et, plus tard, de Habermas. Zghal avait l'avantage de partir des situations vécues pour examiner la pertinence des constructions théoriques, sans jamais perdre de vue la distinction entre «objet de désir» et «objet de recherche scientifique», selon sa propre distinction.

Chercheur du début à la fin de sa carrière professionnelle qui s'est prolongée jusqu'aux derniers jours, fidèle à lui-même, sans avoir cédé à devenir-knomme public» ou «intellectuel organique», il tenait à sa vocation de chercheur qui est devenue, au fil du temps, sa manière de faire et d'être, son *ethos* et son style de vie. C'est de la sorte qu'il joua, comme en témoignent ses nombreuses contributions scientifiques, un rôle de pionnier dans l'émergence de la sociologie tunisienne et maghrébine. En assumant successivement les fonctions de président de l'Association de sociologie et de l'Association d'anthropologie sociale et culturelle, il ne cessait de dialoguer avec les différentes générations, avec modestie et esprit d'ouverture. Son entrée à l'Association arabe de sociologie lui permit d'élargir ses horizons qui étaient, en réalité, universels.

La fidélité à la vocation de chercheur mise au-dessus de toute autre passionne ne l'empêchait pas de défendre des positions ou de s'engager politiquement. S'il fut le premier secrétaire général du syndicat de l'enseignement supérieur, il n'hésita point d'adhérer récemment au mouvement Nida Tounes, «pour ne pas mourir idiot», disait-il, dans une lettre adressée au journal Le Maghreb, en précisant qu'il ne voulait pas que son petit-fils vive sous le règne des islamistes. Zghal continua de travailler jusqu'à la fin de ses jours, en évacuant l'idée de la mort dont il ne parlait jamais malgré la maladie qui le rongeait de l'intérieur. Son principal souci exprimé lors des dernières rencontres était de lancer un nouveau programme de recherche axé sur la naissance d'un nouvel ordre politique et les transformations affectant les principales structures d'appartenance et



FUTURA C'EST LE TEMPS DE CHANGER ET D'INNOVER



L'INNOVATION QUI FAIT LA DIFFÉRENCE.



La technologie de pointe ECO TECH des nouvelles machines à laver FUTURA permet de faire une économie d'énergie et d'obtenir : l'énergie classe A +++. Cela sig nifie que les nouvelles machines à laver sont non seulement efficaces sur la saleté, mais préservent aussi l'environnement techn Grâce au cycle ECO, dont les machines à laver FUTURA sont équipées, vous pouvez économiser plus de 50% de l'énergie normalement utilisée dans un cycle



Le Cycle Anti-Allergie est basé sur deux phases : le chauffage de l'eau, au début du lavage et le maintien de la température à 60 °, afin d'éliminer des mites de poussière et de pollen.



Le cycle traitement antitâche permet d'enlever les 20 tâches les plus difficile.

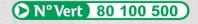


Une haute Temperature permet d'enlever les tâches, mais risque d'abîmer en même temps les couleurs. Avec ce cycle, il n'est pas nécessaire de dépasser les 40° C pour enlever les 20 tâches les plus difficile (comme fruits, sang, chocolat, herbe, feutre).

Sans traitement avant lavage, l'association du mouvement du tambour, de la fonction bio phase à 40° C (qui enlève les tâches rebelles), du lavage à 43° C permet de maintenir la température constante et ainsi éliminer les tâches les plus difficiles.



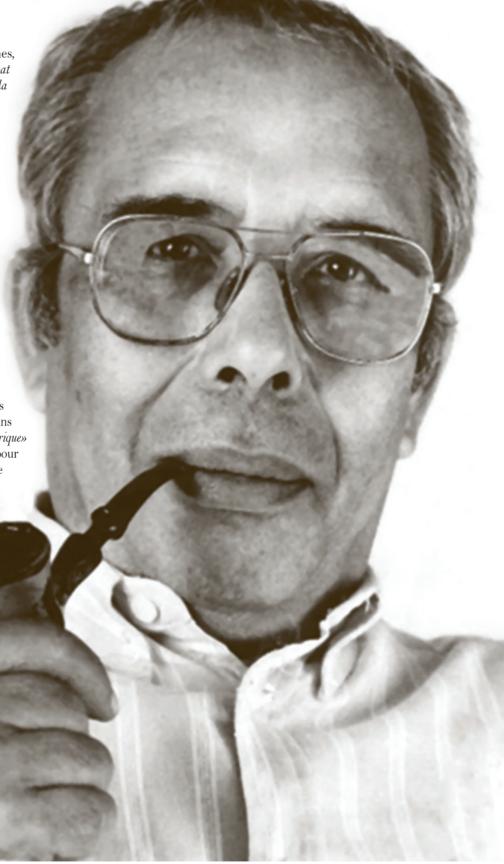




TIME d'affiliation: la Centrale syndicale, Nida Tounes, Ennahdha et les organisations féministes : «Le débat public interne, disait-il, est d'une grande richesse pour la recherche en sciences sociales».

Par le biais de ce programme, il cherchait à poser les «bonnes questions», à partir d'hypothèses audacieuses et de cadres d'interprétation novateurs dans la mesure où nous vivons, ces dernières années, une situation inédite et que les instruments des sciences sociales forgés aux XIXe et XXe siècles sont souvent inaptes de rendre compte des nouvelles dynamiques sociétales. Parmi les hypothèses audacieuses, Zghal osait comparer les islamistes aux Perspectivistes de l'extrême gauche et les députées voilées d'Ennahdha aux militantes noires américaines des années 1960. Auparavant, en adoptant la démarche comparative qui est la démarche sociologique par excellence, il situa la trajectoire politique de la Tunisie, «la dernière république civile du monde arabe», entre le Mexique et la Turquie, entre le parti hégémonique et l'armée laïque. Pour les cadres d'interprétation, il adoptait le paradigme des sphères publiques qu'il ne cessait de modifier en fonction des données du terrain. C'est pour cela qu'il introduisit, dans le débat politique tunisien, la notion de «compromis historique» en l'articulant à la problématique de la «société civile» pour penser le processus historique enclenché par « le dialogue national » qui permit l'alternance au pouvoir et la fin de l'hégémonie islamiste.

Côté jardin de la recherche, le rendez-vous quotidien avait pour cadre le Café Safsaf et parfois en contre-bas de ce lieu populaire, là où il aimait siroter un thé à la menthe et commenter les nouvelles avec un esprit d'humour qui accompagnait constamment ses propos tenus en compagnie des habitués ou des amis de passage. Deux semaines avant son départ, Si Abdelkader voulait réunir ses proches autour d'une table, à La Goulette, pour festoyer en toute convivialité. Par cet art de l'échange intellectuel et humain qu'il pratiquait au quotidien, il se plaçait de l'autre côté du monde de la vanité. Que son âme repose en paix.■





MILANO 2015

Comment la Tunisie compte séduire

Comment se distinguer parmi les 145 pays qui participent à l'exposition universelle Expo Milano 2015 qui commencera le 1^{er} mai prochain et devant accueillir pas moins de 21 millions de visiteurs? Après Shanghai en 2010 et avant Dubaï en 2020, la capitale de la Lombardie vivra, jusqu'au 31 octobre, sur un site gigantesque d'un million de mètres carrés, au rythme festif de cette grande manifestation internationale.

ne occasion en or pour la Tunisie, tant pour la promotion du tourisme et des exportations que de l'image globale. Comment s'y est-on préparé? Avons-nous su mobiliser les financements nécessaires et déployer un concept attractif?

La Tunisie y est rodée depuis sa première participation à l'Exposition Universelle de Paris en 1867 avec une reproduction

au Parc Montsouris à échelle réduited'une partie du palais beylical du Bardo. Elle avait toujours fait rêver avec son artisanat, ses tapis, et parfois ses chameaux, mais aussi son huile d'olive et ses dattes. Les temps ont changé, les thèmes aussi, mais les budgets se sont rétrécis. Thème de 2015 : «Nourrir la Planète, énergie pour la vie».

Le Cepex, en charge du pavillon tunisien, devait s'ingénier à trouver la déclinaison distinctive. Il optera pour «La Tunisie, naturellement généreuse». Sans disposer des grands moyens déployés par nombre de pays rivalisant en espaces généreux, architecture futuriste et animations féeriques, il fallait créer l'attraction avec un minuscule espace de 250 m2 (contre 3000 m2 pour le Maroc) et un budget de 4 millions de dinars seulement dont 1.4 million de dinars fourni par l'Etat et le reste par des sponsors. Au lieu de mettre en avant des produits alimentaires, le parti pris a été de célébrer la nature et ses richesses à travers un concept d'oasis enchantée.

C'est ainsi que le choix s'est porté sur l'oasis littorale de Gabès, unique en son genre sur la Méditerranée et l'une des rares au monde, explique à *Leaders* Abdellatif Hmam, PDG du Cepex et commissaire du pavillon. Par sa proximité de







la mer et ses étages de cultures, elle constitue un microclimat favorable au développement d'une flore très diversifiée et assure la sécurité alimentaire de ses habitants et l'adaptation aux changements

climatiques. Le concept élaboré, il ne restait plus qu'à trouver les équipes architecturales et créatives pour le mettre en œuvre.

Pour l'architecture, c'est le projet de Mourad Zoghlami qui est retenu. Il avait déjà réussi le pavillon de la Tunisie à l'Exposition Internationale Yeosu 2012 en Corée du Sud. «Tout en optimisant les espaces, confie-t-il, j'ai voulu restituer une ambiance unique qui plonge ses racines dans notre patrimoine et fait vivre au visiteur une expérience personnalisée et unique ». On y entre comme dans une grande bulle et pour cela, il faut un spectacle audiovisuel captivant. La mission est confiée à Naceur Khemir, conteur, écrivain et cinéaste de talent. Il développera le scénario d'un court métrage qui sera tourné dans l'oasis mais aussi d'autres lieux du Sud. Une maison de production spécialisée, Moment Factory, s'emploiera en post-production à l'habiller en effets spéciaux et sons pour en faire un voyage dans le temps et l'espace.

Le pavillon tunisien offre au rez-de-chaussée un espace dédié à l'exposition multimédia, un restaurant take away et une boutique pour la vente de produits et cadeaux souvenirs. Un espace d'accueil VIP et des bureaux se trouvent à l'étage. Le programme d'animation prévoit l'organisation, le 27 mai 2015, de la Journée nationale de la Tunisie et d'un forum de partenariat économique le lendemain ainsi que d'une série de spectacles et de diverses manifestations culinaires et autres pratiquement toutes les fins de semaine, jusqu'à la clôture le 31 octobre prochain. Parmi les animations figurent notamment le spectacle Ziara, la fête des primeurs, les journées de la pêche et des fruits de mer, le festival du couscous et celui des dattes.



Billet



Quand Bourguiba mettait Israël en danger de paix

l y a 50 ans, Bourguiba entamait un périple historique et à maints égards inimaginable aujourd'hui, par sa durée (8 semaines, même si la délégation a dû sauter les étapes de Damas et Bagdad pour des raisons de sécurité), le nombre de pays visités (Egypte, Arabie Saoudite, Jordanie, Koweït, Liban, Iran, Turquie, Grèce et Yougoslavie) et celui des personnalités tunisiennes qui accompagnaient le président (une soixantaine).

En 1965, Bourguiba avait 62 ans. Il avait mené à bien le processus de décolonisation dans son pays. L'autonomie interne, l'indépendance, la proclamation de la République, l'évacuation militaire puis agricole. Son prestige tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur était immense. Mais il commençait à se sentir à l'étroit dans sa petite Tunisie et pensait que le temps était venu de faire profiter les peuples arabes de ses conseils et de son expérience. Le 16 février 1965, il s'envolait vers cet Orient compliqué dont il n'avait jamais apprécié l'impulsivité ni l'absence de réalisme.

Première étape : Le Caire, cœur battant du monde arabe, qui l'avait si mal reçu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cette fois-ci, l'accueil est chaleureux, enthousiaste. Mais cette visite coïncide avec la décision de l'Allemagne fédérale de reconnaître Israël et de lui livrer des armes et une aide financière consistante.

Aussitôt, Nasser annonce au cours d'un meeting la rupture des relations diplomatiques avec Bonn et demande à tous les pays arabes de suivre son exemple. Présent au meeting, Bourguiba appelle à la retenue. Commentant la décision du président égyptien, il observera : «L'Allemagne n'en mourra pas». Quelques heures plus tard, il s'envolait pour Jeddah. Mais les foules égyptiennes n'ont pas attendu son départ pour mettre à sac

l'ambassade de Tunisie au Caire ainsi que la résidence de l'ambassadeur, alors que le propagandiste en chef du régime, Ahmed Saïd, abreuvait d'insultes Bourguiba, le traitant de tous les noms sur la radio Sawt El Arab. Si l'étape saoudienne s'est déroulée sans histoire, celle de Jordanie est très mouvementée On a fait visiter à Bourguiba le camp de réfugiés de Jéricho (Ariha). Et là, au sommet de son art, le «Combattant suprême» improvise un discours d'une cinquantaine de minutes qui met le monde arabe sens dessus-dessous.

On a peine à imaginer, cinquante ans après, la violence des réactions des « masses arabes » à ses propos. On ne comptait plus les tentatives d'assassinat contre sa personne. Bagdad et Damas refusent de le recevoir parce qu'ils ne pouvaient pas assurer sa sécurité. Qu'a dit Bourguiba de si grave pour mériter ce traitement? «Il est extrêmement facile de se livrer à des proclamations enflammées et grandiloquentes. Mais il est autrement difficile d'agir avec méthode et sérieux. S'il apparaît que nos forces ne sont pas suffisantes pour anéantir l'ennemi ou le bouter hors de nos terres, nous n'avons aucun intérêt à l'ignorer, ou à le cacher». Tenus aujourd'hui, ces propos auraient été l'évidence même. En 1965, c'était un pavé dans la mare des certitudes et des idées reçues. Il faut se mettre dans le contexte de l'époque pour apprécier à sa juste valeur le courage qu'il a fallu à Bourguiba ce jour-là. Cinquante ans et deux guerres meurtrières plus tard, le camp visité par Bourguiba se trouve aujourd'hui en Cisjordanie occupée, et les Arabes en sont à réclamer non pas le retour aux frontières de 47, non pas à celles de 67 ou de 73, mais à celles des accords d'Oslo en 93.

Pendant ces deux mois qu'aura duré ce périple, l'initiative de Bourguiba a relégué tous les autres sujets d'actualité au second plan. Curieusement, 50 ans après, aucune étude sérieuse sur ce pan de notre histoire n'a encore vu le jour. Faut-il attendre le centenaire ?

HR